

Incontournables « business angels »

La Stratégie de l'OCDE pour le
développement

Le défi jeunes de l'Afrique

Croissance et inégalités

La ville compacte

Baisse des dépenses de santé

Le retour de l'industrie ?



9 770029 705002



Relever le défi mondial de l'eau



Rapport de synthèse 2011
sur la Création de valeur partagée



Relever
le défi
mondial
de l'eau

Aman Bajaj Sood, collaboratrice de Nestlé (à gauche) et Harinder Kaur, productrice, participent à un programme de sensibilisation à l'eau destiné aux producteurs, organisé près de la fabrique Nestlé de Moga (Inde).

A travers nos rapports de Création de valeur partagée, nous souhaitons fournir des informations concernant notre impact à long terme sur la société et son lien avec le succès durable de nos activités.

Parallèlement à nos autres principaux domaines clés CSV que sont la nutrition et le développement rural, le rapport de cette année synthétise la réponse que Nestlé apporte au défi de l'eau dans les cinq domaines clés suivants:

- > Politiques publiques
- > Action collective
- > Opérations directes
- > Chaîne d'approvisionnement
- > Dialogue avec les communautés

Visitez le site internet CSV pour un rapport complet de nos progrès, défis et performances en 2011

 www.nestle.com/csv

POINTS DE VUE

- 2 Des compétences pour les jeunes ;
Inégalités et mécanique des fluides ;
Croissance et inégalités en Afrique ; Le
développement vert, oui mais... ; Twitter

ÉDITORIAL

- 3 Vers un nouveau départ
Angel Gurría

EN BREF

- 4 Stopper l'évasion fiscale ; Un tourisme plus
vert ; Verbatim ; Économie ; Pays en bref ;
Des perspectives encore fragiles ;
Inégalités éducatives ; Best of

INDUSTRIE

- 6 L'industrie manufacturière créatrice de
valeur et d'emplois
9 Ressusciter les politiques industrielles
10 La part des anges
Karen Wilson
11 Le retour du « made in USA » ?

DÉVELOPPEMENT

- 14 La stratégie de l'OCDE pour le
développement : donner un nouveau
souffle à une mission fondamentale
16 Ne plus mourir pour des minerais
Nicholas Bray
19 Le défi jeunes de l'Afrique

BLOG

- 21 L'arithmétique de la croissance verte
22 Inégalités, krachs et crise
Stewart Lansley, chercheur invité, Townsend
Centre for International Poverty Research,
Bristol University

OCDE.ORG

- 24 Tous à bord : des politiques en faveur d'une
croissance inclusive et de l'emploi
26 Forum de l'OCDE 2012 : de l'indignation et
l'inégalité à l'inclusion et l'intégrité
27 Discours récents d'Angel Gurría ; Lancement
des Anciens de l'OCDE
28 Calendrier ; Frankie.org

LIVRES

- 30 Préserver les retraites ; La ville compacte
31 Nouvelles publications sur OECD iLibrary
35 Former les enseignants
BON DE COMMANDE

BANQUE DE DONNÉES

- 37 Stress hydrique ; Heures productives
38 Principaux indicateurs économiques
40 Les dépenses de santé ralentissent ;
Création d'entreprises : la reprise ?



En couverture
©Shutterstock
Adapté par
Design Factory pour
L'Observateur de l'OCDE



Regard sur les « business angels », page 10



Haro sur les minerais du conflit, page 16



Une stratégie pour le développement, page 14

L'Observateur^{ocde}

www.observateurocde.org
© OCDE juillet 2012

ISSN 0304-3398
Tél. : +33 (0) 1 45 24 80 66
Fax : +33 (0) 1 45 24 82 10
sales@oecd.org

Créé en 1962, le magazine de l'Organisation de
coopération et de développement économiques

Les éditions de l'OCDE, 2 rue André-Pascal
75775 Paris cedex 16, France
observer@oecd.org
www.oecd.org
Publié en français et en anglais par l'OCDE

RÉDACTEUR EN CHEF : Rory J. Clarke
RÉDACTEUR PRINCIPAL : Ricardo Tejada
RÉDACTEUR ADJOINT : Loïc Verdier
RÉDACTEUR BLOG : Patrick Love, Anne-Lise Prigent
JOURNALISTE : Marilyn Achiron
ASSISTANTE ÉDITORIALE : Marie Franconin

MISE EN PAGE : Design Factory, Irlande
ILLUSTRATIONS : André Faber, David Rooney, Stik
RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE : Rory Clarke
LOGISTIQUE : Jochen Picht
RESPONSABLE PUBLICITÉ : François Barnaud

Les demandes de reproduction ou de traduction totales ou
partielles des articles de L'Observateur de l'OCDE doivent être
adressées au chef des éditions de l'OCDE, 2 rue André-Pascal,
75775 Paris, cedex 16, France.

Les articles signés expriment l'opinion de leurs auteurs et pas
nécessairement celle de l'OCDE.

Les articles reproduits ou traduits doivent être accompagnés de
la mention « Reproduit (ou traduit) de L'Observateur de l'OCDE »
et de la date du numéro. Les articles signés ne peuvent être
reproduits ou traduits qu'avec leur signature. Deux exemplaires
significatifs doivent être envoyés au rédacteur en chef. Toute
correspondance doit être adressée au rédacteur en chef. La ré-
daction n'est pas tenue de rendre les manuscrits non sollicités.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et
sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes.
L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice
du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est
et des colonies de peuplement israéliennes en
Cisjordanie aux termes du droit international.

Points de vue



Votre avis nous intéresse.

Écrivez-nous sur
observer@oecd.org
ou commentez nos articles sur
www.observateurocd.org
et www.oecdinsights.org

Des compétences pour les jeunes

Bien qu'il soit nécessaire d'apporter aux jeunes des compétences de haut niveau dans les économies développées, cet argument ne s'applique pas à tous les pays. Je suis allé récemment en Libye, où une grande partie des jeunes ont un diplôme universitaire. Malgré cela, plus de 30 % de la population active de moins de 30 ans est au chômage.

Les Libyens mettent actuellement l'accent sur la formation et l'éducation pratiques. Cela nécessitera de développer des standards nationaux similaires à ceux mis en place au Royaume-Uni, et sera une priorité politique après les élections, quel qu'en soit le résultat. (Commentaire posté sur « Getting ahead of the curve: Skills policy in a changing global economy »)

Phillip Hodgkinson

Inégalités et mécanique des fluides

Il est intéressant de souligner que l'on peut modéliser l'impact des inégalités en appliquant un modèle analogue à ceux utilisés en physique, et plus particulièrement en mécanique des fluides. Les travaux initiaux, réalisés conjointement avec l'Université dominicaine de Californie, se sont inspirés des travaux de Phillip dans les années 1950. Ce dernier a modélisé des relations non-linéaires complexes de stocks et de flux en utilisant un simulateur très ingénieux semblable à ceux utilisés en mécanique des fluides. Ce modèle montre que pour une structure donnée, la répartition des richesses a un impact majeur

sur la performance économique. En gros, il étudie la vitesse de circulation sur une surface donnée pour déterminer le potentiel de croissance.

Il montre que si ceux situés en haut de l'échelle économique captent une part trop importante du flux, cela réduit le pouvoir d'achat de ceux situés en bas de l'échelle économique, ce qui porte atteinte à l'efficacité économique. Toutefois, il existe un point optimal qui n'est pas parfaitement égalitaire, où une vitesse de circulation nulle entrainerait une croissance nulle. (Commentaire posté sur « Inequality, the crash and the crisis », voir page 22)

John Hulls

Croissance et inégalités en Afrique

Article intéressant. Nos autorités africaines travaillent assez bien sur l'indice de croissance mais pèchent sur la réduction des inégalités, qui pourtant est aussi un moyen de réduire la pauvreté. (Commentaire posté sur « Croissance économique ou réduction de la pauvreté : un débat stérile ? »)

Mouhamed

Le développement vert, oui mais...

Je me réjouis de lire un article si réaliste d'un ancien responsable de la Banque mondiale. Les pays en voie de développement devraient faire de l'alimentation et des infrastructures leur priorité. C'est particulièrement vrai concernant les réserves d'eau inexploitées d'Afrique subsaharienne. C'est seulement lorsque ces priorités auront été prises

en compte que l'on pourra commencer à parler de développement écologique. Mais cette stratégie diffère de l'approche « post-richesse » que les pays développés encouragent dans les pays en développement. Même en Inde et dans d'autres pays asiatiques, le développement écologique ne peut avoir lieu sans répondre au préalable aux besoins liés à l'alimentation et aux infrastructures. (Commentaire posté sur « Ouvrir les vannes du développement »)

Gettdebalkie

Twitter

Tom Jagger : La prospérité sans la croissance ! Le but d'un monde durable devrait être d'améliorer la qualité de vie, pas seulement le revenu par habitant. Je suis très enthousiaste concernant Rio+20 !

Yusuf Yüksel : L'âge de départ à la retraite devrait être comparé avec l'espérance de vie à l'âge de 60 ans, et non l'espérance de vie à la naissance, afin de déterminer le nombre d'années qui restent à vivre après la retraite. C'est une erreur simple et très répandue, que même *The Economist* a commise.

Peter Christo : Les salaires sont issus des profits. Et les profits sont le résultat, en partie, de faibles coûts – y compris de salaires. Donc par définition, il doit y avoir une disparité entre les salaires et les profits, et il vaut mieux laisser le marché réguler cette disparité. L'intervention publique, même bien intentionnée, affectera inévitablement la compétitivité, et par extension, la demande, de façon négative.

MrWood_com_au : Encourager l'entrepreneuriat pour sortir de la crise, recommande l'OCDE. VOILÀ une idée qui me plaît !!

Les commentaires postés et les courriers reçus peuvent être reformulés pour les besoins de la publication. Vous pouvez y répondre sur www.observateurocd.org ou sur Twitter @OECDObserver.

Vers un nouveau départ



De bonnes politiques peuvent être les instruments décisifs du changement

Angel Gurría
Secrétaire général de l'OCDE

Il y a vingt ans, au premier Sommet de la Terre de Rio en 1992, les économies les plus avancées étaient en récession. Cette crise était moins grave que celle qui touche de nombreux pays depuis 2008, mais ses symptômes étaient similaires : éclatement de bulles d'actifs, hausse du chômage et reprise incertaine.

Deux ans plus tard, un tournant a été franchi et 15 années d'expansion quasi-ininterrompue ont suivi, à la faveur de réformes structurelles, de l'expansion des marchés, de l'essor du commerce et de l'investissement international, des technologies de l'information et d'une confiance renforcée. Le PIB mondial a progressé de 75 % et un milliard de personnes sont sorties de la pauvreté. Cette période de croissance a brutalement pris fin pour beaucoup de pays en 2008, avec une crise financière devenue crise économique, puis de l'emploi, touchant des millions de citoyens.

Aujourd'hui, les décideurs restent aux prises avec l'impérieuse nécessité de réduire la dette, de rétablir la croissance et de stimuler l'emploi et les compétences. Simultanément, ils font face aux défis environnementaux, qui se sont accentués depuis le premier sommet de Rio. Comment peuvent-ils résoudre cette quadrature du cercle ? La situation économique n'est guère favorable. Selon les *Perspectives économiques de l'OCDE* de mai, les États-Unis et le Japon devraient connaître une croissance modérée, tandis que la crise de l'euro persiste et que l'économie chinoise ralentit. L'incertitude prévaut et l'économie mondiale n'est pas encore tirée d'affaire. Pour des millions de gens, cette situation est synonyme de chômage, de perspectives alarmantes et de pauvreté.

Un nouveau départ est nécessaire. C'est l'état d'esprit qui prévalait au Sommet du G20 de Los Cabos, au Mexique, ainsi qu'à la Réunion ministérielle du Conseil (RCM) et au Forum de l'OCDE, tenus à Paris en mai. L'objectif des sommets politiques n'est pas seulement de réaliser des percées majeures, et de solides progrès ont été faits au G20 pour consolider les efforts de coopération en vue d'une reprise durable. À Los Cabos, les dirigeants ont inscrit leurs engagements et leurs actions dans un nouveau cadre de responsabilité, le Plan d'action sur la croissance et l'emploi. Ce sommet a aussi fait progresser d'un pas supplémentaire le G20 dans son rôle de forum où les grands enjeux économiques mondiaux, comme la crise de l'euro, sont examinés de façon ouverte et constructive. L'OCDE continuera à jouer son rôle en contribuant au Plan d'action sur la croissance et l'emploi ainsi qu'aux travaux en cours sur le commerce, la gouvernance, la fiscalité,

le développement, l'éducation financière et l'intégration de la croissance verte dans les programmes de réforme.

À l'heure où des mesures de sortie de crise décisives sont prioritaires dans de nombreux pays, nous sommes toujours sur une trajectoire de collision avec la nature. Au Sommet Rio+20, des accords ont été conclus entre groupes d'entreprises et de la société civile, conscients de la nécessité d'une croissance plus écologique, même si aucune avancée politique majeure n'a cette fois eu lieu sur le changement climatique ou la biodiversité. Ceci provient en partie des incertitudes sur les réformes nécessaires et leur incidence potentielle sur la croissance et le bien-être. Nous devons sortir de cette impasse.

Dans ce contexte, la récente initiative de l'OCDE sur de nouvelles approches face aux défis économiques, sociaux et environnementaux doit permettre de renforcer les synergies entre les différents objectifs et de réfléchir aux arbitrages possibles. Lors de la RCM de l'OCDE en mai dernier, intitulée « Tous à bord : des politiques en faveur d'une croissance inclusive et de l'emploi », les ministres ont vivement soutenu cette initiative et nous ont encouragés à poursuivre l'analyse des causes de la crise, ainsi qu'à ajuster nos analyses et nos recommandations pratiques. L'objectif est d'adapter et d'enrichir notre cadre analytique, tout en identifiant les piliers de notre programme stratégique en faveur d'une croissance inclusive. Il s'agit ainsi d'examiner des questions comme la sous-tarifification du risque ou les arbitrages entre croissance et inégalités et entre politiques propices à la croissance et environnement. Les ministres ont également salué notre rapport sur l'importance du savoir comme source de croissance et se sont engagés à soutenir les stratégies de l'OCDE sur la croissance verte, l'innovation, les compétences, la parité et le développement mondial.

Il n'est ainsi guère surprenant que notre initiative sur de nouvelles approches trouve un si large écho public. Pour les 1 300 représentants des gouvernements, des entreprises et de la société civile venus au Forum de l'OCDE les 22 et 23 mai, le message commun était clair : améliorer la gouvernance et les structures pour améliorer les politiques, lutter contre les inégalités sociales et entre les sexes, traiter les causes de l'indignation, investir dans de nouvelles sources de croissance, de nouveaux emplois et dans les compétences, promouvoir l'intégrité, libérer la créativité et accorder la priorité au bien-être. De même, la nouvelle version de notre Indicateur du vivre mieux de l'OCDE, qui incorpore davantage d'indicateurs environnementaux et couvre désormais également le Brésil et la Russie, a été lancée avec succès lors du Forum.

Aujourd'hui, comme il y a 20 ans, de bonnes politiques peuvent être les instruments décisifs du changement. Il importe en outre de réfléchir aux tendances de long terme qui influenceront sur les décisions et les actions. L'objectif de l'OCDE est d'aider les pays à s'orienter vers une croissance inclusive et à faire en sorte que la prochaine reprise soit durable, grâce à la réduction des déséquilibres sociaux, économiques et environnementaux et à l'amélioration de la gouvernance et de la confiance. Il appartient aux gouvernements de trouver les bonnes politiques et l'OCDE est prête à les y aider. Le changement ne se fera sans doute pas du jour au lendemain, mais comme Tolstoï l'a écrit, « rien ne vaut ces deux soldats qui s'appellent le temps et la patience. »

Voir www.oecd.org/rcm
www.observeurocde.org/angelgurrria
www.oecd.org/secretairegeneral

En bref

Stopper l'évasion fiscale

La répression mondiale de l'évasion fiscale, qui a constitué l'une des rares éclaircies en cette période de crise, continue à progresser, selon plusieurs rapports remis aux dirigeants du G20 au sommet de Los Cabos, au Mexique.

Un rapport du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales indique que des progrès significatifs ont été réalisés depuis le dernier sommet du G20 de Cannes, en novembre 2011. Le Forum mondial a désormais lancé plusieurs enquêtes pour s'assurer de la mise en œuvre effective de l'échange d'informations transfrontière.

Un rapport supplémentaire de l'OCDE indique que l'échange d'informations fiscales entre pays s'est amélioré. L'OCDE a également annoncé une nouvelle initiative sur l'utilisation frauduleuse de formes juridiques d'entreprises, telles que les sociétés-écrans. Elle traitera également la question d'érosion de l'assiette fiscale et des transferts de profits par les entreprises multinationales.

Selon le Forum mondial, plus de 800 accords d'échanges d'informations transfrontières ont été signés à ce jour. Et depuis le sommet de Cannes, quatre nouveaux pays – la Colombie, le Costa Rica, la Grèce et l'Inde – ont signé une convention multilatérale pour lutter contre l'évasion fiscale. Trente-cinq pays en sont aujourd'hui signataires.

Voir www.oecd.org/tax/eoi

Un tourisme plus vert



REUTERS/Pilar Olivares

L'innovation verte dans le tourisme peut être un facteur-clé de développement durable, en réduisant les coûts, en stimulant les revenus, en créant des emplois et en optimisant l'utilisation des ressources. Telle était l'une des conclusions des participants à un événement parallèle à la conférence Rio+20, intitulé « L'innovation verte dans le secteur du tourisme ». Co-organisé par l'OCDE, l'événement a accueilli des spécialistes du tourisme venus d'organisations internationales, d'organismes des Nations unies et d'établissements touristiques publics et privés.

Mettre ainsi l'accent sur la durabilité, et en particulier sur l'innovation verte, peut créer de l'emploi et réduire les impacts environnementaux, réduire les coûts et accroître les avantages comparatifs, tout en améliorant l'expérience des visiteurs.

Mais certains obstacles persistent. Les touristes méconnaissent souvent les séjours verts et ne sont pas toujours prêts à payer plus pour ce type de séjours. Les progrès sont également ralentis par une perception souvent biaisée des coûts d'investissement par les milieux d'affaire, un manque de financement pour les très

petites et moyennes entreprises, ainsi que par une coordination politique insuffisante entre les secteurs du tourisme, des transports, de l'énergie et de l'environnement.

Voir www.oecd.org/cfe/tourisme

Verbatim

Cruciale immigration

« Les immigrés jouent un rôle crucial pour l'innovation, selon une étude »

Titre du *New York Times*, 25 juin 2012

Crise de l'euro

« Le mariage était peut-être déraisonnable, mais un divorce serait terrifiant. »

Martin Wolf, *The Financial Times*, 19 juin 2012

« Comme dans les bonnes histoires, le héros finira par s'en sortir. L'euro survivra, n'en déplaise à la presse anglo-saxonne qui depuis plus de deux ans annonce la mort de la monnaie unique. »

Alain Frachon, *Le Monde*, 22 juin 2012

Vivre mieux, une idée neuve ?

« Les classements [de l'indicateur du vivre mieux] de l'OCDE alimentent l'idée selon laquelle le bien-être social peut être mesuré et devrait être un objectif politique légitime. »

Éditorial du *Boston Globe*, 4 juin 2012

Économie

Le PIB trimestriel dans les pays du G20 a augmenté de 0,8 % au cours du premier trimestre 2012, contre 0,7 % au trimestre précédent, selon des estimations préliminaires. Cette légère hausse masque des tendances divergentes parmi les grandes puissances économiques. La croissance s'est accélérée au premier trimestre 2012 en Australie, en Allemagne, au Japon, en Corée et au Mexique, mais a ralenti ou est restée stable dans tous les autres pays du G20. La croissance en Chine a baissé de 1,8 % en Chine et a ralenti en Inde, en Indonésie et en Afrique du Sud, et a continué à se contracter en Italie et au Royaume-Uni.

Les indicateurs composites avancés de l'OCDE, conçus pour indiquer les points de retournement de l'activité économique, continuent d'indiquer des divergences entre pays, avec des améliorations prévues au Japon, aux États-Unis et en Russie, mais une activité ralentie en France et en Italie.

L'inflation annuelle dans la zone OCDE a ralenti à 2,5 % en avril 2012, contre 2,7 % en mars 2012. Ce ralentissement du taux d'inflation a surtout reflété les tendances des prix de l'énergie. Hors alimentation et énergie, le taux annuel d'inflation était pour l'essentiel stable, à 2 % en avril.

Le taux de chômage de la zone OCDE était inchangé, à 7,9 % en avril 2012, à peu près au même niveau qu'en janvier 2011. Dans la zone euro, ce taux est resté inchangé, à 11 % en avril, tandis que les États-Unis ont connu une hausse de 0,1 point de pourcentage, atteignant 8,2 % de chômage. Cette légère hausse a inversé la tendance à la baisse observée depuis août 2011.

Le coût unitaire du travail dans la zone OCDE s'est accru de 0,3 % au premier semestre 2012, le même taux qu'au trimestre précédent, selon des estimations récentes.

Pays en bref

Entre 2001 et 2010, le **Canada** a multiplié par deux son aide au développement. Mais entre 2010 et 2011, l'aide a chuté d'un peu plus de 5 % et le dernier budget fédéral la réduit encore de 7 %, selon *L'examen des politiques et programmes du Canada en matière de coopération pour le développement* de l'OCDE. L'examen souligne la fermeté du pays concernant les droits de l'homme et l'efficacité de son action



OCDE/ Benjamin Renout

L'adhésion de la Fédération de Russie à l'Agence pour l'énergie nucléaire, agence spécialisée de l'OCDE, a été formalisée en mai. La Russie dispose du quatrième plus important programme nucléaire civil mondial après les États-Unis, la France et le Japon. Le pays tire aujourd'hui environ 18 % de son électricité de ses 33 réacteurs nucléaires. La Russie devient le 31^e pays membre de l'AEN. Voir www.oecd-nea.org

en Afghanistan et en Haïti, mais recommande qu'il augmente l'aide pour atteindre l'objectif de 0,7 % du revenu national brut.

L'**Allemagne** est performante en termes de limitation des quantités de carbone, d'énergie et de ressources nécessaires à sa croissance économique, tandis que de strictes obligations environnementales l'ont conduit à se positionner en tête du secteur des biens et services environnementaux. Certains défis

demeurent néanmoins dans des domaines tels que la qualité de l'air et de l'eau, la protection de la biodiversité et le décarbonage de la production énergétique, selon les *Examens environnementaux de l'OCDE : Allemagne*.

Plus de 12 ans après avoir érigé la corruption internationale en délit, le **Suède** doit faire bien davantage pour appliquer sa législation anticorruption, selon un nouveau rapport de l'OCDE. Malgré plusieurs allégations contre des entreprises suédoises, un seul cas a donné lieu à des poursuites en 2004 et aucune entreprise suédoise n'a jamais été poursuivie pour corruption internationale. De même, un rapport indique que le **Grèce** n'a pas traité avec la promptitude requise une importante affaire de corruption internationale, et qu'elle n'a pas fourni d'informations sur son action contre la corruption en temps voulu.

La **Colombie** et le **Mexique** ont franchi un nouveau cap pour bénéficier de la coopération et l'échange d'informations transfrontières en matière fiscale. La Colombie a signé, et le Mexique a déposé son instrument de ratification de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale de l'OCDE et du Conseil de l'Europe.

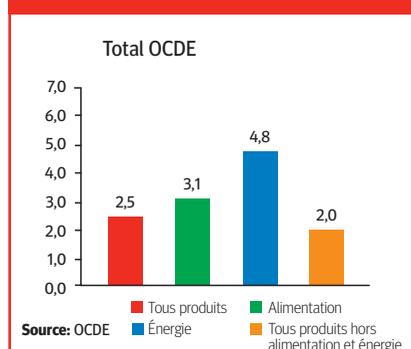
L'environnement riche et varié de la **Slovénie** est mis sous pression par l'expansion économique du pays, selon les derniers *Examens environnementaux de l'OCDE : Slovénie*. Des réformes pour une fiscalité écologique, une meilleure utilisation des finances publiques et privées, et une promotion plus vigoureuse de l'éco-innovation, pourraient aider la Slovénie à rendre sa croissance plus verte tout en stimulant sa productivité et sa compétitivité, et en améliorant sa situation budgétaire.

Le **commerce des marchandises** a légèrement augmenté dans la plupart des grandes économies au cours du premier semestre 2012. Les importations et exportations totales des pays du G7 et des BRICS ont augmenté respectivement de 1 % et de 0,6 %. Au contraire, le commerce a connu une importante baisse en Chine, les exportations diminuant (de 4,2 %) pour le deuxième trimestre consécutif, et les importations diminuant (de 3,8 %) pour la première fois depuis le premier trimestre 2009.

Voir www.oecd.org/statistiques

Hausse des prix à la consommation

Variation en %, avril, glissement annuel



Des perspectives encore fragiles

L'économie mondiale se ressaisit progressivement, mais la reprise reste fragile, très inégale selon les régions et pourrait être affectée par la crise de la zone euro, selon les dernières *Perspectives économiques de l'OCDE* parues en mai. La croissance du PIB dans la zone OCDE devrait ralentir et passer d'un taux annuel de 1,8 % en 2011 à 1,6 % en 2012, pour reprendre à 2,2 % en 2013.

L'activité reste dynamique dans la plupart des pays émergents, mais les défis politiques varient, l'inflation pesant sur les revenus réels dans certains pays, tandis qu'elle reste contenue dans d'autres.

En Europe, la reprise dans les économies en bonne santé n'est pas assez forte pour compenser la stagnation ou la croissance négative dans les autres pays du continent. Il faut remédier au défaut de compétitivité dans les pays aux déficits extérieurs importants, tandis que, dans les pays qui ont des surplus, des ajustements structurels et des hausses de salaires contribueraient à rééquilibrer la croissance.

Voir oecd.org/economie

Inégalités éducatives

Les États-Unis devraient mettre davantage l'accent sur l'innovation et offrir un accès plus équitable à l'éducation de qualité s'ils veulent conserver leur statut d'économie la plus dynamique et productive du monde, selon la dernière *Étude économique de l'OCDE : États-Unis*. L'étude montre que les États-Unis sont en train de perdre leur position d'avant-garde en matière d'innovation.

Voir www.oecd.org/us-fr

Best of

Malgré ses atouts indéniables, la petite industrie est peut-être plus menacée que jamais. Parmi les menaces qui pèsent sur elles, il en est qui apparaissent en pleine lumière parce qu'elles sont liées à la conjoncture actuelle : l'accélération des transformations technologiques et la création de grands marchés internationaux, par exemple.

« À côté des géants de l'industrie, reste-t-il une place pour les petites entreprises ? » n° 1, novembre 1962

L'Observateur^{ocde}

L'industrie manufacturière créatrice de valeur et d'emplois



Shutterstock

« Faites revenir l'industrie ! » Leitmotiv depuis le début de la crise, cette proposition est-elle réaliste après des années de déclin industriel ?

Des États-Unis à la France, hommes politiques, économistes et électeurs déplorent la disparition des emplois de l'industrie manufacturière. Certains mettent en exergue le déplacement du centre de gravité de l'économie mondiale vers les marchés émergents, et la nécessité pour les entreprises de s'implanter au plus près de la

demande. D'autres critiquent les processus d'externalisation et les délocalisations vers des pays en développement, mises en place pour réduire les coûts de main-d'œuvre et augmenter les marges, ainsi que le remplacement des emplois par la technologie.

L'industrie manufacturière des pays de l'OCDE, qui représente 60 % de la valeur ajoutée manufacturière mondiale, constitue toujours un levier économique majeur. Tandis que d'autres pays, notamment asiatiques, rattrapent leur retard, le déclin des emplois dans l'industrie manufacturière

touche la majorité des pays de l'OCDE, notamment le Royaume-Uni (-25 % d'emplois entre 2000 et 2008), les États-Unis (-20 %) et même l'Allemagne (-5 %). Les pertes d'emplois résultent de suppressions de postes, de fermetures d'entreprises ou de délocalisations visant à réduire les coûts. Celles-ci créent cependant des emplois industriels ailleurs, y compris dans des pays de l'OCDE comme la Pologne, l'Estonie, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande et, dans une moindre mesure, l'Autriche et l'Italie. Mais ces évolutions de l'emploi correspondent principalement à celles de la demande, en particulier en direction de la Chine où plus de 30 millions d'emplois ont été créés dans l'industrie manufacturière sur la même période.

Pourquoi déplorer cette évolution ? Avant tout en raison de l'envolée du chômage dans plusieurs pays depuis le début de la crise. Contre-exemple notoire : l'Allemagne et son chômage généralement maîtrisé, notamment grâce à une industrie manufacturière puissante et tournée vers l'exportation.

Une solution séduisante

Rapatrifier l'industrie manufacturière est une solution séduisante à plusieurs égards. En effet, dans les pays de l'OCDE, la productivité de l'industrie manufacturière croît plus vite que celle des services. Elle offre des emplois bien rémunérés dans différents métiers et activités, y compris dans ceux qui ne relèvent pas de la production, notamment dans les fonctions support et les services dans les grandes entreprises (gestion des ventes, conception, etc.). Les usines s'insèrent dans le tissu économique local et favorisent la création de services ; l'industrie manufacturière stimule l'innovation technologique, si cruciale pour les économies développées ; enfin, les produits manufacturés se vendent plus facilement que la plupart des services et peuvent doper les recettes d'exportation.

L'industrie manufacturière des pays de l'OCDE a évolué à la faveur du progrès technologique et de l'externalisation des processus lourds, requérant peu de qualifications, dans la chaîne de valeur. L'activité des usines des pays de l'OCDE a changé : la plupart des coûts de production des voitures ou des camions proviennent

aujourd'hui du développement de logiciels et de la conception de composants, activités exigeant des compétences et une organisation très spécialisées. De nombreuses usines sont les mailles de réseaux planétaires, qui forment des chaînes de valeur mondiales complexes. Leurs fonctions et lieux d'implantation dépendent donc de leur place au sein de la chaîne de valeur, la R&D, par exemple, étant proche du siège tandis

L'industrie manufacturière occupe encore une place centrale dans les économies de l'OCDE

que l'assemblage en est plus éloigné. Les usines sont aussi devenues des lieux plus confortables et attractifs, avec par exemple des chaînes de production pourvues de sièges, la climatisation, des escalators, des formations et diverses améliorations en matière d'hygiène et de sécurité.

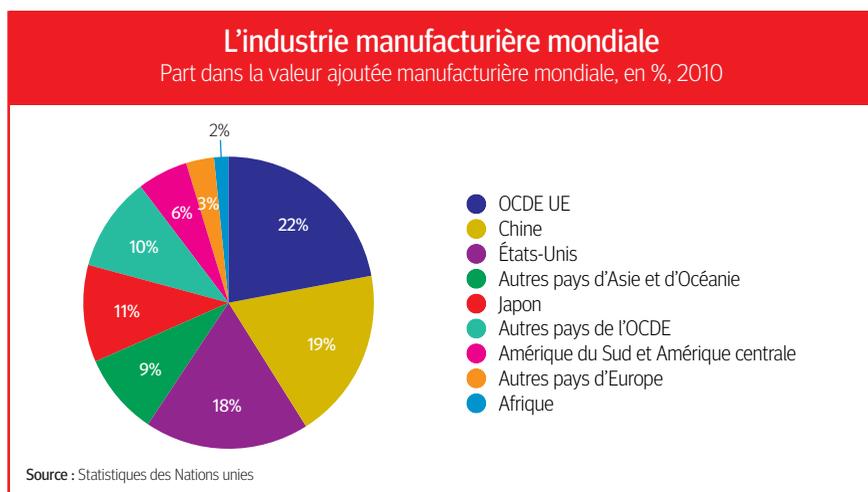
Des coûts en hausse

Autre tendance récente suivie de près par les décideurs politiques : la hausse du coût de l'activité économique sur les marchés émergents, et sa baisse relative dans ceux de la zone OCDE du fait de l'aggravation de la crise.

Ce resserrement de l'écart des coûts ne modifiera pas le déplacement de la demande vers les économies en plein essor d'Asie et d'Amérique Latine, mais il pourrait conduire davantage d'entreprises à remettre en question, voire à annuler leurs plans de délocalisations.

Délocaliser dans des pays lointains comporte des défis. Les rapports d'*Area Development: Site and Facility Planning* pointent la complexité des chaînes d'approvisionnement, les problèmes de qualité, de propriété intellectuelle et de main-d'œuvre, ainsi que l'augmentation des coûts liés au transport et aux stocks. Un rapport indique que « le temps où les fabricants implantés à l'étranger pouvaient réduire leurs coûts de production de 30 % à 50 % est révolu », et que l'avantage compétitif de la Chine pourrait s'amenuiser davantage encore avec l'entrée en vigueur de tarifs douaniers et de lois sur les salaires.

C'est une opportunité pour les dirigeants



des pays de l'OCDE, qui pourront renforcer l'assise et la compétitivité de leur industrie manufacturière, mais aussi utiliser la « relocalisation » pour répartir les risques liés aux catastrophes naturelles ou aux changements politiques. Mais ces mesures peuvent-elles répondre au problème du chômage et à la crise en général ?

Rien n'est moins sûr. Pour mener des politiques efficaces, les décideurs doivent savoir pourquoi les entreprises restent ou partent, et comment elles choisissent leur lieu d'implantation. Réduction des coûts, accès à une main-d'œuvre peu chère ou aux matières premières, positionnement sur des marchés porteurs, goûts personnels : tout cela peut jouer.

Les décideurs doivent également examiner les perspectives d'évolution de la demande à long terme ; or, malgré les turbulences attendues à court terme, le potentiel de croissance des marchés émergents reste considérable. Dans plusieurs pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, la classe moyenne est en pleine expansion et des millions de personnes moins aisées sont en passe de la rejoindre.

À l'inverse, dans les pays de l'OCDE, de nombreux marchés de biens et de services sont saturés. Reste l'espoir d'une innovation majeure, analogue à la révolution Internet, qui viendrait revivifier les perspectives économiques. Mais même si cela se produisait, l'emploi manufacturier se

développerait principalement en dehors de la zone OCDE, la croissance de la productivité étant simplement trop élevée ailleurs. Cependant, d'autres secteurs sont appelés à se développer.

La valeur prime

Pour savoir quels sont ces secteurs, il faut examiner les chaînes de valeur mondiales. Les mesures politiques doivent-elles viser les activités stratégiques à forte valeur ajoutée, comme la R&D et la conception, ou les activités à faible coût, comme l'assemblage ?

Le développement de chaînes de valeur mondiales impliquant une délocalisation de la production et de l'approvisionnement, puis une spécialisation des activités en amont (et en aval), a joué un rôle déterminant dans le déclin de l'emploi manufacturier dans les pays de l'OCDE, où la production nécessite plus de capital et de compétences.

Les conditions encadrant l'investissement dans l'économie du savoir détermineront sans doute la capacité des pays à se hisser dans les segments à forte valeur ajoutée des différentes branches. Ainsi, en 2006, la production de l'iPod occupait 41 000 personnes, dont 27 000 en-dehors des États-Unis et 14 000 dans le pays. Or, s'agissant des revenus, le rapport était inversé, les employés américains chargés de la conception, de la R&D, des logiciels et du marketing ayant gagné au total 753 millions de dollars, contre 318 millions pour ceux travaillant à l'étranger.

À l'inverse, l'emploi manufacturier a globalement augmenté dans les pays en développement suite à la délocalisation d'emplois à forte densité de main-d'œuvre et à faible valeur ajoutée, notamment dans l'assemblage et le conditionnement. Aussi les pays de l'OCDE ne peuvent-ils pas concurrencer durablement les pays en développement sur ce type de production.

Mais les frontières se sont quelque peu brouillées ces dernières années, faisant craindre des pertes croissantes d'emplois moyennement qualifiés et des conséquences néfastes en termes d'inégalités de revenus. Même la R&D a pris le large dans certains cas.

Les compétences étant davantage recherchées dans les pays à revenu intermédiaire, les coûts sont en hausse et les pays de l'OCDE sont encouragés à redevenir compétitifs sur ces activités. En résumé, les politiques publiques doivent tenir compte des évolutions structurelles de la compétition mondiale induites par les nouvelles chaînes de valeur.

Une chose est sûre : l'investissement dans des activités manufacturières à forte valeur ajoutée ne se traduira pas nécessairement par une création massive d'emplois nouveaux sur place. Du fait des progrès technologiques, une aciérie emploie actuellement 50 personnes, non plus 500. Un tour d'horizon des pays de l'OCDE donne une idée de l'importance de la valeur ajoutée : équipementiers automobiles autrichiens, industrie pharmaceutique irlandaise, ou encore industries traditionnelles comme celle de la chaussure en Italie, dont les conditions de travail et le savoir-faire artisanal ne sont pas facilement reproductibles à l'étranger.

Les décideurs doivent ainsi encourager l'accumulation de capital intellectuel dans leurs pays, et optimiser l'investissement. Les gouvernements encourageront les entreprises à investir dans certains domaines à forte valeur ajoutée, comme la R&D, le prototypage ou la conception, en mettant en place un environnement propice aux affaires, tourné vers l'offre de compétences et le respect des droits de propriété intellectuelle. Certains emplois peu qualifiés subsisteront

inévitablement, mais la croissance des emplois faiblement rémunérés aura principalement lieu ailleurs.

Le débat sur le choix des activités à conserver ou à laisser partir n'est pas figé. Les progrès techniques devraient permettre de produire à la demande et d'être plus proche du client. Dans l'imprimerie par exemple, d'importantes commandes peuvent être rapidement livrées à proximité des clients, tout en externalisant les tirages aux délais d'exécution plus longs dans des pays à bas coût. Cependant, les entreprises peuvent souhaiter exercer un contrôle étroit sur le respect de la qualité et des délais de livraison.

L'industrie manufacturière occupe encore une place centrale dans les économies des pays de l'OCDE en termes d'innovation, de

Les conditions d'investissement sont déterminantes dans une économie du savoir

croissance de la productivité et de croissance des revenus. Même si la création de nouveaux emplois manufacturiers restera probablement faible, des investissements judicieux stimuleront la création d'emplois en amont et en aval, notamment dans les services qui y sont rattachés.

Certaines entreprises feront toujours le choix de relocaliser. Il serait néanmoins hasardeux de parler d'un phénomène tendanciel et de baser des stratégies sur ce qui pourrait être une fausse promesse.

Références

Goldsberry Clare (2010), « Bringing Manufacturing Back to the United States », sur www.areadevelopment.com
OCDE (2011), *Attractiveness for Innovation: Location Factors for International Investments*, Éditions de l'OCDE.

Voir www.oecd.org/innovation-fr

Pour plus d'informations sur l'industrie manufacturière et les activités de l'OCDE sur les chaînes de valeur mondiales, contacter Dirk.Pilat@oecd.org

Votre fenêtre sur l'OCDE

Un magazine primé* pour mieux maîtriser les grands enjeux politiques, économiques et sociaux d'aujourd'hui. L'Observateur de l'OCDE présente une analyse claire et fiable des grands sujets d'actualité économique et sociale internationale. Il permet aux entreprises, aux ONG, aux universitaires et aux journalistes d'être toujours au-devant des grands débats publics.

- Analyses d'experts sur des questions internationales
- Dossiers spéciaux
- Indicateurs économiques, sociaux, environnementaux et scientifiques
- Liens, références et bibliographies
- Descriptions des nouvelles publications de l'OCDE, calendrier, etc.

Et L'Annuel de l'OCDE, pour une vision de long terme, offert à tous nos abonnés.

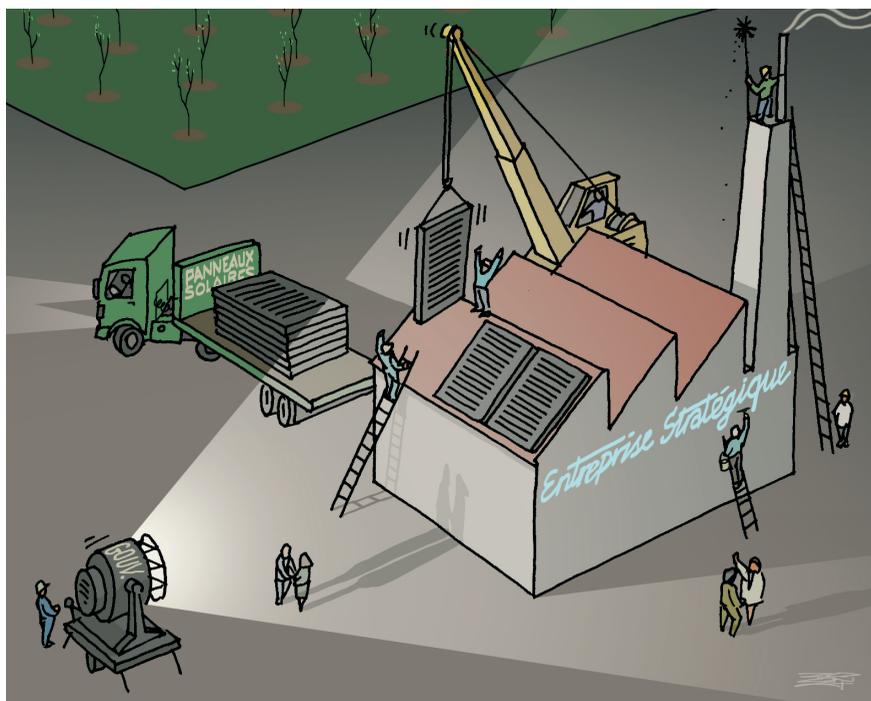
Abonnez-vous à L'Observateur de l'OCDE sur www.oecd.org/librairie (€73, \$101, £57, ¥9 500) ou, pour un abonnement à prix réduit sur deux ans, sur www.observeurocde.org/abonnement.html

*Recommandé par le jury au Prix 2002 de l'« Association of Learned and Professional Society Publishers », Royaume-Uni

Contactez Observer@oecd.org pour toute question de nature éditoriale.



Ressusciter les politiques industrielles



Les gouvernements peuvent-ils impulser une dynamique positive au secteur industriel ?

« On reproche souvent aux politiques industrielles de ne choisir que les projets gagnants ; or les pouvoirs publics ne sont pas les mieux placés pour procéder à une telle sélection. (...) L'objectif des politiques publiques consiste à identifier les projets porteurs comportant d'importantes externalités. Elles ont enregistré en la matière des réussites notables. »

Ces paroles, prononcées en 1999 par Joseph Stiglitz, lauréat du Prix Nobel d'économie, sont au cœur d'une interrogation commune : les pouvoirs publics doivent-ils recourir aux nouvelles sources de croissance ?

Le terme « politique industrielle » ne fait pas l'unanimité : pour certains, il rime avec interventionnisme étatique, sélection de champions nationaux et marchés sclérosés ; pour d'autres, il témoigne de choix d'investissement stratégiques des pouvoirs publics dans la recherche et l'innovation, les infrastructures ou les compétences.

Toute politique industrielle comporte une part de risque. Comme ce fut le cas récemment dans la filière pétrolière, les subventions et le soutien à certains fleurons industriels exposent les pouvoirs publics à la pression des groupes d'intérêts. Ce phénomène est susceptible de porter atteinte à la compétitivité ou de favoriser le protectionnisme, et donc d'engendrer des coûts supplémentaires pour les producteurs, les consommateurs et l'économie en général. De fait, bien souvent, les projets les plus prometteurs perçoivent moins d'aides que des projets plus faibles mais mieux défendus auprès des gouvernements.

Cela dit, du fait de cette distorsion, les recherches ont peut-être sous-estimé le potentiel de retombées positives, contribuant ainsi à une évaluation excessivement négative des politiques industrielles. En d'autres termes, il est possible de mener des politiques industrielles efficaces.

Pour diverses raisons, on observe un regain d'intérêt à l'égard des politiques industrielles. Certaines s'écartent du système des subventions et de la promotion de champions nationaux au profit de dispositifs de soutien et d'encouragement plus souples, moins susceptibles de fausser les échanges.

De même, les gouvernements font des choix plus stratégiques dans un souci de rééquilibrage économique face à la crise.

De telles interventions publiques stratégiques font sens pour des projets tels que la promotion des énergies renouvelables, qui se caractérisent par : un rendement potentiellement faible pour le secteur privé (du moins au départ), mais des avantages collectifs (qualité de l'air, réduction des émissions de carbone, ralentissement de l'épuisement des énergies fossiles), d'éventuelles retombées économiques (modernisation de bâtiments, création d'emplois) et l'utilisation de technologies nécessitant de nouveaux financements en R&D.

Le rôle stratégique de l'État peut également porter sur un soutien financier aux pôles de compétitivité, notamment dans le secteur de la finance, afin de promouvoir le développement régional ou surmonter les défaillances des marchés. L'OCDE s'intéresse depuis peu à la résurgence des politiques industrielles afin d'en améliorer l'évaluation. L'objectif ne consiste pas à réhabiliter des politiques industrielles d'un autre âge, mais à mettre en évidence la manière dont les pouvoirs publics opèrent des choix stratégiques, ainsi que les mesures et circonstances susceptibles de fonctionner.

Une bonne politique devra : éviter le risque de paralysie lié aux avantages concédés à certaines entreprises, et par conséquent s'appuyer sur le principe de libre-concurrence et soutenir un panel de technologies et d'acteurs variés ; s'attaquer à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et à ses effets sur la chaîne d'approvisionnement ; encourager la responsabilité ; garantir l'accès public ; veiller à une bonne évaluation ; préserver les ressources des contribuables ; enfin, se fixer des objectifs réalistes : reproduire la Silicon Valley serait absurde, en revanche il est pertinent de soutenir la recherche fondamentale dans les universités locales. En bref, une bonne conception, un souci de concurrence et une supervision effective, telle est la formule gagnante pour des politiques industrielles intelligentes.

Voir www.oecd.org/entreprises
Pour plus d'informations sur les questions de politiques industrielles, contacter dirk.pilat@oecd.org

La part des anges

Karen Wilson, direction de la Science, de la Technologie et de l'Industrie, OCDE



Le climat économique actuel accentue la pression sur les jeunes entreprises en quête d'investisseurs. Les banques hésitent encore à accorder des prêts aux start-ups, et les sociétés de capital-risque préfèrent investir dans des entreprises déjà installées. Désormais, un nombre croissant d'entrepreneurs et d'hommes d'affaires expérimentés, les « business angels », comblent ce déficit de financement. Faut-il encourager ce phénomène ?

Loin d'être un phénomène récent, l'investissement dans l'innovation remonte aux grandes découvertes comme celle de Christophe Colomb, financée par Ferdinand et Isabelle d'Espagne. Au fil des siècles, des investisseurs ont joué un rôle clé dans le financement de nombreuses innovations, projets et entreprises, y compris de grands noms comme Apple, Google et Skype. Contrairement aux sociétés de capital-risque, les *business angels* investissent leur propre argent et « jouent leur peau ». Ils s'impliquent donc davantage dans la réussite à long terme des entreprises sur lesquelles ils misent. Plus que de simples investisseurs apportant des fonds, les *business angels* parrainent ces jeunes entreprises

prometteuses en leur procurant expertise, réseaux, capital social, et compétences stratégiques et opérationnelles.

Si ce type d'investissement existe depuis des siècles, le concept de *business angels*, en tant que source de financement destinée aux entreprises à forte croissance, est étudié seulement depuis une vingtaine d'années, notamment aux États-Unis et en Europe. Plus d'une centaine d'entretiens ont été menés auprès de chefs d'entreprise, décideurs et universitaires dans 32 pays. Ils mettent en évidence la croissance rapide de ce type d'investissement partout dans le monde, et rendent compte de la structuration de cette activité autour de réseaux permettant aux *business angels* de répondre aux besoins des jeunes entreprises innovantes au moyen de financements groupés.

Parce qu'ils interviennent au niveau local et dans des secteurs très variés, les *business angels* financent une gamme d'innovations bien plus vaste que les sociétés de capital-risque. Contrairement à ces dernières, qui se concentrent dans quelques hubs technologiques et scientifiques, les *business angels* officient partout et augmentent ainsi la couverture géographique et sectorielle des financements.

Si les décideurs politiques accordent une grande importance au capital-risque, dans de nombreux pays, les *business angels* sont la principale source de financement du capital d'amorçage et des fonds propres en début d'activité. Des données sur les États-Unis et l'Europe montrent que ces investissements sont systématiquement plus élevés que le capital d'amorçage et que les investissements au démarrage issus des sociétés de capital-risque. Dans plusieurs pays, ils sont même supérieurs à la totalité du capital-risque investi (y compris lors des étapes ultérieures). Les *business angels* jouent donc un rôle de plus en plus déterminant dans l'économie partout dans le monde, et les décideurs commencent à s'en rendre compte.

Pourtant, ce phénomène est relativement mal connu. Malgré la création de groupes et de réseaux, les *business angels* sont

Parce qu'ils interviennent au niveau local et dans des secteurs très variés, les *business angels* financent une gamme d'innovations bien plus vaste que les sociétés de capital-risque

traditionnellement très discrets sur leurs investissements. La collecte de données précises reste compliquée, et peu de travaux universitaires existent sur le sujet.

Ce n'est que dans une publication récente de l'OCDE, *Financing High-Growth Firms: The Role of Angel Investors*, que ces investissements ont été analysés au niveau mondial.

Des politiques publiques visant à encourager les *business angels* peuvent être utiles, même si toute intervention publique devrait favoriser l'implication du secteur privé. Comme en témoigne le rapport de l'OCDE, les pouvoirs publics peuvent par exemple créer des incitations fiscales, à l'instar du Royaume-Uni ou de la France, constituer des fonds de co-investissement, comme aux Pays-Bas, en Écosse et en Nouvelle-Zélande, enfin soutenir des associations, groupements et réseaux nationaux de *business angels*, comme dans plusieurs pays européens.

Il n'existe pas de marché national homogène des *business angels*. L'importance, la complexité et la dynamique de leurs investissements étant très variables selon les régions et les pays, les décideurs doivent garder à l'esprit qu'une politique réussie dans un pays n'est pas nécessairement exportable ailleurs. Au Canada et aux États-Unis par exemple, les mesures dans ce domaine sont prises à l'échelon régional et non fédéral. Si un nombre croissant de pays lancent des actions visant à encourager ces investissements, peu d'évaluations

officielles sont menées. Des recherches plus approfondies sont nécessaires.

Les décideurs, entre autres, ont tendance à se concentrer sur le marché du capital-risque, plus visible que celui des *business angels*. Mais les données disponibles indiquent que ces derniers joueront un rôle déterminant en aidant les chefs d'entreprise à surmonter leurs problèmes de financement et de croissance, et, partant, favoriseront la création d'emplois et la croissance économique – dont le monde entier a cruellement besoin. En

facilitant leur action, il se pourrait même que les décideurs contribuent aux grandes découvertes de demain.

Références

OCDE (2011), *Financing High-Growth Firms: The Role of Angel Investors*, Éditions OCDE.

www.oecd.org/sti/angelinvestors

Sahlman, W. et E. Richardson (2010), *The Changing Face of Angel Investing*, Harvard Business School Publishing, Boston.

« The World's Greatest Angel Investment: Google », sur www.venturegiant.com, 2012

Le retour du « made in USA » ?

Dernier né de Google, le « Nexus Q » est un serveur multimédia minimaliste qui permet de transférer du contenu stocké en ligne sur les réseaux sociaux vers les équipements audiovisuels domestiques et les écrans d'ordinateurs. Un article récent paru dans le *New York Times* pointe une caractéristique inhabituelle – mais peut-être pas pour longtemps – de ce nouvel appareil : il est assemblé aux États-Unis, et la plupart de ses composants seront eux aussi *made in USA*.

Cela fait si longtemps que ce type d'outils électroniques est fabriqué hors des États-Unis que le phénomène semble presque nouveau. Mais est-il viable économiquement ? Peut-être. Les salaires, jusqu'ici très bas en Chine, par exemple, sont en train d'augmenter. La hausse du prix du pétrole renchérit les coûts de transport, et les questions liées à la propriété intellectuelle contribuent également à rendre la production nationale plus attractive. En outre, les consommateurs sont peut-être plus enclins à acheter des biens produits sur leur territoire, en raison des forts taux de chômage dus à la crise. En tout cas, Google parie sur la valeur ajoutée que l'étiquette *made in USA* peut lui apporter, bien que la direction nie miser sur cet argument. Quoi qu'il en soit, un label national pourrait bien s'avérer être un actif incorporel précieux.

Voir Markoff, John (2012), « Google Tries Something Retro: Made in the U.S.A », *New York Times*, 27 juin.

Le parc hydroélectrique d'EDF, au cœur des enjeux de la gestion

En France, EDF produit près de 10% de son électricité à partir de l'énergie hydraulique : ses centrales hydroélectriques produisent chaque année en moyenne 46 TWh, soit l'équivalent de la consommation annuelle domestique de l'Île-de-France.

La production hydraulique française d'EDF contribue à placer la France au rang de premier producteur d'électricité renouvelable de l'Union Européenne. Elle participe à l'atteinte des objectifs nationaux et européens selon lesquels 23% de l'électricité devra être produite à partir de sources d'énergie renouvelable d'ici 2020. Associée au nucléaire, celle-ci permet au groupe EDF de produire en France 95% de son électricité sans émission de CO₂ et de contribuer de manière essentielle à la sécurité d'approvisionnement du pays.

Le parc hydroélectrique d'EDF en France métropolitaine comprend plus de 600 barrages et près de 450 centrales de tailles très diverses. Énergie renouvelable la plus compétitive à l'heure actuelle, l'hydraulique permet, grâce à sa réactivité, d'apporter une réponse performante aux fluctuations de la demande en électricité.

Le contexte dans lequel s'exerce l'activité de production hydroélectrique d'EDF est profondément marqué par deux aspects principaux :

- Une actualité législative et réglementaire essentiellement européenne. La mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau (D.C.E.) est, à cet égard, très structurante.
- La montée des préoccupations relatives aux évolutions climatiques qui, avec la protection de la biodiversité, constitue désormais une priorité des politiques environnementales.

Dans les deux cas, les débats et les décisions sont au niveau européen, voire mondial, alors que la caractéristique de l'hydraulique est de se traiter souvent au cas par cas, site par site, au niveau local. C'est là aussi que se nouent les relations les plus fortes avec tous les usagers de l'eau.

Un dialogue soutenu avec tous les acteurs et utilisateurs de l'eau

Le positionnement d'EDF se décline selon 3 axes principaux :

- Être irréprochable quant à son exploitation et au respect de l'ensemble des réglementations,
- Poursuivre et amplifier l'écoute et la prise en compte des parties prenantes sur le terrain, et trouver les meilleurs compromis dans la gestion de la ressource en eau,
- Promouvoir la production hydroélectrique, compte tenu de l'intérêt de cet outil industriel, de sa compétitivité et de sa souplesse, mais aussi pour l'atout qu'il représente en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les actions concrètes passent donc par un dialogue soutenu avec tous les acteurs et utilisateurs de l'eau. Trouver des compromis est complexe car, bien souvent, les divers usages de l'eau sont contradictoires entre eux. De plus, comme EDF gère près de 75% des réserves de surface de la France (soit 7 milliards de m³ d'eau), on attend d'elle des positions d'arbitre et de gestionnaire global de la rivière.

Ainsi, EDF surveille au plus près l'état des ressources et gère ses stocks avec la plus grande vigilance pour garantir leur disponibilité en cas de situation exceptionnelle. En effet, les étés secs rendent la ressource en eau non seulement plus faible mais, parfois, également plus chaude, ce qui conduit EDF à adapter ses modes d'exploitation.



Barrage EDF de Roselend dans les Alpes

de l'eau en France



Une gestion optimisée et responsable de la ressource en eau

Pour garantir une gestion optimisée des ouvrages de production d'électricité, EDF a mis en place et exploite, depuis Grenoble, un système intégré de surveillance et de prévision hydrométéorologique.

Par exemple, dans les massifs de haute montagne, des nivomètres à rayonnement cosmique calculent l'épaisseur du manteau neigeux afin de prévoir, au plus juste, la quantité d'eau qui se déversera dans les barrages au moment de la fonte. Associées aux mesures des débits des rivières et de la pluviométrie, les mesures des nivomètres permettent à EDF d'estimer les capacités de production des centrales hydroélectriques.

Près d'un milliard de m³ d'eau est réservé chaque année par EDF pour être éventuellement disponible pour d'autres usages de l'eau que la seule production électrique, soit que cela soit prévu dans le cahier des charges ou dans des conventions, soit que d'autres usagers aient financé une part des réserves.

C'est le cas pour les besoins agricoles en irrigation, l'approvisionnement en eau potable, la navigation fluviale, mais aussi la création de neige artificielle, le tourisme, les sports d'eau vive et autres loisirs.

La production hydroélectrique d'EDF participe ainsi de manière décisive à la gestion de la ressource en eau au plan national, ainsi qu'au développement économique régional. Elle contribue également au maintien de l'emploi dans les vallées.

La préservation, voire la restauration, des milieux aquatiques et la protection de la faune et la flore sont également des priorités pour EDF, et font l'objet de nombreuses actions, comme :

- Le maintien d'un débit minimum en aval des ouvrages, dit « débit réservé », nécessaire au développement du milieu aquatique ; il est fixé au minimum au 1/10^{ème} ou au 1/20^{ème} du débit moyen du cours d'eau, selon l'ouvrage hydraulique concerné,
- La réalisation d'ouvrages de franchissement pour que le barrage ne constitue pas un obstacle pour les poissons migrateurs (saumons, aloses ou anguilles). Près de 100 ouvrages en sont déjà équipés.
- La gestion des transits sédimentaires, essentielle à la gestion de la morphologie de la rivière.

Enfin, les avalisants attendent généralement des barrages EDF, même s'ils n'ont pas été conçus pour cela, qu'ils les protègent des crues et inondations et qu'ils réalimentent les cours d'eau en période de sécheresse. EDF est très impliquée dans la gestion de ces épisodes naturels mais extrêmes.

EDF siège dans toutes les instances locales et nationales de concertations sur la gestion de l'eau, mises en place sous l'égide des pouvoirs publics : Agences de l'eau, Commissions locales de l'eau, etc. Elle s'implique à leurs côtés dans la définition de Schémas d'Aménagement et de la Gestion des Eaux prévus par la loi.

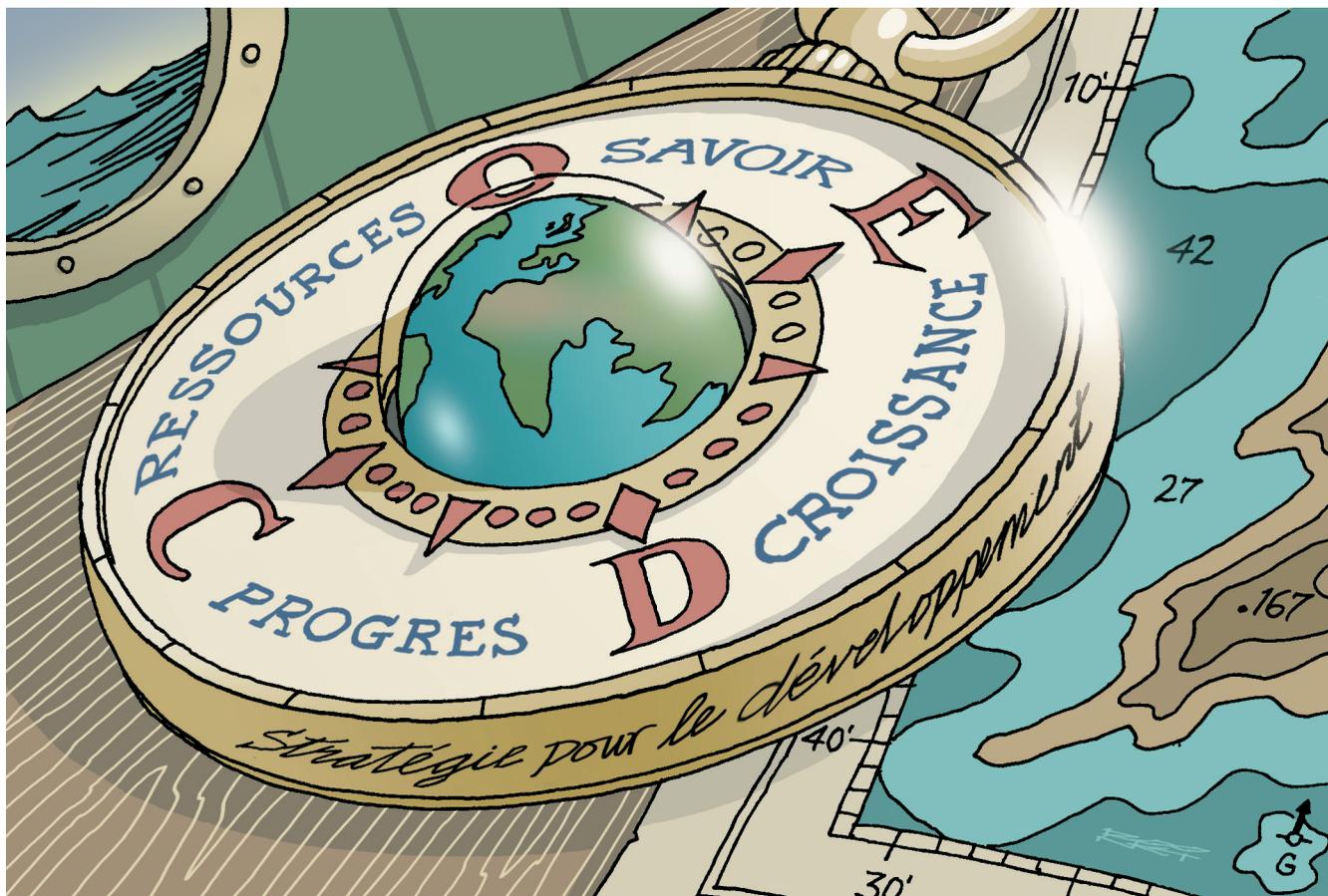
Au total, ce sont plus de 1500 ingénieurs et chercheurs d'EDF qui sont mobilisés, aux côtés de 3500 exploitants présents sur les installations, pour maintenir et moderniser les aménagements, limiter leurs impacts, contribuer à la gestion des rivières et à la protection des milieux aquatiques et, aussi, développer l'outil industriel.

Des compétences présentes à l'international

Le plus bel exemple en est l'aménagement hydroélectrique de Nam Theun au Laos : d'une puissance de 1070 MW, il a été mis en service en 2010. Non seulement, il est un outil essentiel de développement pour l'ensemble du Laos, mais, soutenu par la Banque Mondiale, il est considéré comme exemplaire en matière de prise en compte des attentes des populations, grâce à des programmes environnementaux et sociaux ambitieux.

La Stratégie de l'OCDE pour le développement

Donner un nouveau souffle à une mission fondamentale



En mai 2012, la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres a entériné la Stratégie de l'OCDE pour le développement, outil essentiel pour ajuster les travaux de l'organisation à l'évolution rapide des enjeux internationaux. Quels en sont les objectifs?

Rappelons d'abord la mission première de l'OCDE. Depuis sa création en 1961, elle encourage une bonne gestion des affaires publiques et soutient les réformes visant une croissance économique durable et l'amélioration du niveau de vie de tous les pays. Selon John F. Kennedy, qui contribua à créer l'organisation, celle-ci serait en partie dépositaire « des espoirs de croissance des pays moins développés ».

La Convention de l'OCDE traduit cette vision. Le terme « développement » figure à dessein dans le nom de l'organisation pour en refléter l'objectif principal : favoriser la croissance dans les pays membres, mais aussi tirer des enseignements communs de l'après-guerre et offrir une expertise en matière de politiques économiques au-delà des pays développés.

La nouvelle Stratégie de l'OCDE pour le développement redonne un élan à cette mission fondatrice, et arrive au bon moment.

En un demi-siècle, le centre de gravité de l'économie mondiale s'est substantiellement déplacé, certains pays en développement (PED) devenant les moteurs de la croissance mondiale.

Depuis les années 1990 et l'accélération de la mondialisation, un grand nombre de PED

et de pays émergents (dont la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Indonésie et l'Afrique du Sud) enregistrent des taux de croissance plus de deux fois supérieurs à ceux des pays de l'OCDE.

L'équilibre pays riches/PED a donc été chamboulé, incitant leurs marchés respectifs à coopérer pour relever les défis communs. La gouvernance mondiale a également changé : le G20, regroupant marchés développés et émergents, ainsi que des organisations internationales comme l'OCDE, a pris une importance significative.

Les changements géographiques et de nature de la pauvreté appelle une plus étroite collaboration des pays les plus avancés et des PED à tous les niveaux (gouvernemental, économique, sociétal, etc.). Une part croissante des pauvres vit désormais dans les

zones urbaines des pays à revenus moyens. Si les inégalités représentent un défi majeur dans les pays riches et les pays émergents, l'ensemble du globe est affecté par les changements climatiques et la raréfaction des ressources naturelles.

La nouvelle stratégie vise également à renforcer la cohérence et l'efficacité de la coopération internationale au service du développement. En 50 ans, des millions de personnes sont sorties de la pauvreté, mais plus encore ont été oubliées. L'importance des financements, ou aide publique au développement (APD), n'a pas diminué, particulièrement à destination des pays les moins avancés. Pourtant, seuls cinq pays de l'OCDE respectent actuellement l'objectif fixé par les Nations unies de porter à 0,7 % la part de l'APD dans le revenu national brut (RNB), la moyenne OCDE étant de 0,3 %. Et même si davantage de pays parvenaient à atteindre l'objectif, l'APD ne suffirait pas. D'ailleurs, le financement de l'aide se recompose à mesure que les économies émergentes deviennent des acteurs globaux de la finance, du commerce, des investissements, de l'innovation et de la coopération pour le développement. L'APD traditionnelle doit évoluer pour devenir un catalyseur qui structurera les prises de décision au sein de cette nouvelle architecture.

En mettant l'accent sur l'efficacité du « développement » plutôt que l'efficacité de l'« aide », concept plus restreint, la Stratégie de l'OCDE s'inscrit dans la lignée du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, établi à Busan, en Corée du Sud, en 2011 ; 80 pays ont accepté d'aborder en commun les questions d'inégalité, de vulnérabilité, et les problèmes posés par les États fragiles, afin de construire un avenir meilleur pour tous.

Comment la Stratégie de l'OCDE pour le développement s'intégrera-t-elle dans ce nouveau contexte ? Il faudra surtout répondre aux besoins des PED en privilégiant le partage des connaissances, l'apprentissage mutuel et la collaboration. L'OCDE, experte en son domaine, déploie des approches éprouvées, globales et interdisciplinaires, pour élaborer des politiques et encourager les réformes économiques. La nouvelle stratégie

utilisera ces approches pour que l'OCDE contribue davantage à « une croissance plus forte et plus inclusive dans un éventail de pays aussi large que possible ».

Selon le Conseil des ministres de l'OCDE en 2011, la stratégie se concentrera sur les quatre objectifs thématiques qui permettront à l'organisation de compléter les autres initiatives internationales : les sources de croissance innovantes et durables, la mobilisation des ressources nécessaires au développement (aider les pays concernés à s'aider eux-mêmes), la promotion d'une

Un principe de base sera de répondre aux besoins des pays en développement en privilégiant le partage des connaissances, l'apprentissage mutuel et la collaboration

bonne gestion des affaires publiques, et enfin la mesure des progrès réalisés (un domaine dans lequel l'OCDE joue un rôle pionnier).

L'approche interdisciplinaire de l'OCDE est indispensable pour relever les nombreux défis communs : croissance verte, égalité des sexes, inégalité, innovation, compétences à développer, migrations, infrastructures, fiscalité et prestation de services ou encore lutte contre la corruption. Ces questions doivent être reliées entre elles pour améliorer l'efficacité de l'action et éviter que des politiques nationales isolées n'ébranlent les efforts communs de développement. L'un des buts premiers de la nouvelle Stratégie de l'OCDE consiste donc à renforcer la cohérence des politiques de développement, et à favoriser leur adaptation aux conditions spécifiques des pays concernés.

La famine chronique, qui touche des centaines de millions de personnes dans le monde, est un bon exemple. Les infrastructures et investissements nécessaires à l'irrigation et la culture ne suffisent plus, et les mécanismes de l'offre et de la demande limitent l'accès à la nourriture ainsi que son utilisation. La nouvelle stratégie explorera comment mieux ajuster les politiques des pays de l'OCDE et les politiques globales aux politiques alimentaires des pays partenaires.

La Stratégie de l'OCDE pour le développement constitue un cadre utile pour que les décideurs politiques coopèrent efficacement, renforcent le dialogue sur les politiques menées, promeuvent le développement et cherchent des solutions aux problèmes mondiaux. Elle renforce l'éternelle mission de l'organisation : travailler avec tous les pays et contribuer à mener des politiques meilleures pour une vie meilleure.

Références

OCDE (2012), Stratégie de l'OCDE pour le développement, consultable sur www.oecd.org/development/policycoherence

OCDE (2011) « La vision de John F. Kennedy » dans *L'Annuel de l'OCDE 2011*, consultable sur www.observeurocde.org

OCDE (2011) « L'OCDE, chronique d'une naissance mouvementée », Rory Clarke et Lyndon Thompson, dans *L'Annuel de l'OCDE 2011*.

Commandez dès maintenant !

Un état des lieux des Objectifs du millénaire

Sur www.oecd.org/librairie

Ne plus mourir pour des minerais

Nicholas Bray*



REUTERS/Finbarr O'Reilly

L'OCDE coopère avec des gouvernements et des entreprises pour lutter contre l'exploitation illégale de minerais qui alimente des conflits armés. L'organisation a publié un Guide approuvé par plusieurs pays africains. Sa mise en œuvre donne des signes encourageants.

Nombre de produits quotidiens de haute technologie vendus dans les pays de l'OCDE et dans le monde entier, tels que les

ordinateurs portables, les téléphones mobiles et les ampoules électriques, sont fabriqués à partir de minerais de métaux rares provenant de pays africains – notamment de la région des Grands lacs. Souvent extraits du sol par des enfants, ces minerais constituent une industrie lucrative quoiqu'empreinte de risques et de dangers, les acheteurs comme les vendeurs défendant des intérêts profondément enracinés. En effet, les ventes de minerais contribuent à financer des violences armées dans plusieurs pays d'Afrique depuis de nombreuses années,

notamment dans les zones reculées de la République démocratique du Congo (RDC), ravagées par la guerre civile depuis quinze ans, où des minerais riches en étain, tantale, tungstène et or sont extraits et vendus par des milices et des criminels organisés. De l'autre côté des frontières, des complices faciliteraient et encourageraient leur commerce illicite.

Mais qui contrôle réellement ce commerce et en tire profit ? Le cas échéant, quel rôle jouent les gouvernements, les compagnies

minières, les importateurs, les chargeurs ou les fabricants de produits informatiques ? Comment les bénéficiaires peuvent-ils revenir aux pays qui produisent les minerais, et s'affranchir de l'emprise d'intérêts criminels opaques ?

Désormais, des gouvernements, des organisations internationales et des entreprises unissent leurs forces pour lutter contre les abus commis dans le secteur des minerais précieux, en rendant la chaîne d'approvisionnement plus transparente.

Leurs efforts se traduisent par l'élaboration de recommandations de l'OCDE sur le devoir de vigilance et par des processus de certification conduits par les pays africains eux-mêmes.

Soutenue par les Nations unies, l'initiative entreprise par l'OCDE pour geler le commerce des « minerais du conflit » a pris un nouvel élan avec la législation adoptée par le Congrès des États-Unis en 2010. La Loi Dodd-Frank sur la réforme de Wall Street et la protection du consommateur visait au départ à assainir les marchés financiers américains, mais elle contient également une disposition annexe soumettant à des obligations d'information strictes les entreprises cotées aux États-Unis qui utilisent, achètent ou vendent des minerais en provenance de RDC.

Inquiètes, de nombreuses entreprises internationales ont cessé de s'approvisionner dans la région, les prix se sont effondrés, et des entreprises de négoce ont fermé. Certains objectent que ce texte a, malgré lui, coupé les fournisseurs légitimes de minerais de la RDC de leurs marchés.

Les retombées de la Loi Dodd-Frank ont incité l'OCDE et d'autres à agir, et leurs discussions ont débouché sur une série de recommandations consacrées par le Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque.

Ce Guide, approuvé par de nombreux pays africains – Angola, Burundi, Kenya, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République

du Congo, Rwanda, Soudan, Tanzanie et Zambie – invite tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, des compagnies minières aux exportateurs, transformateurs et utilisateurs finaux, à un devoir de vigilance pour garantir que les minerais échangés, transformés et intégrés dans leurs produits finaux soient exempts de tout lien avec un conflit. En une soixantaine de pages, le guide propose des recommandations détaillées à destination des entreprises, notamment la désignation de responsables en charge du devoir de vigilance et la divulgation publique des mesures déployées pour gérer ou atténuer les risques.

Il alerte également les entreprises sur certains risques, notamment le transit possible de minerais à travers une zone de conflit, ou

Près d'une trentaine de grands groupes, ainsi que des associations représentant des industries électroniques et automobiles, œuvrent aux côtés de l'OCDE dans le cadre du programme sur les « minerais du conflit »

l'éventualité qu'un fournisseur détienne une participation dans une entreprise opérant dans une telle zone.

Les multinationales comme Boeing, Nokia, General Electric et Siemens, dont les produits contiennent de l'étain, du tantale, du tungstène et de l'or, ont intérêt à observer les recommandations de l'OCDE, non seulement pour se conformer aux exigences de la Loi Dodd-Frank, mais aussi pour se prémunir des atteintes à leur image qu'entraînerait tout lien avec des violations des droits de l'homme et des pratiques irresponsables.

C'est la raison pour laquelle ces groupes, ainsi qu'une vingtaine d'autres grandes entreprises et des associations représentant les intérêts des industries électroniques et automobiles, travaillent avec l'OCDE dans le cadre d'un programme visant à mettre en place des obligations de vigilance (*due diligence*) dans les entreprises situées en aval de la chaîne d'approvisionnement en minerais. Celles-ci doivent toutefois s'appuyer

sur les contrôles parallèles opérés en « amont » de la chaîne d'approvisionnement dans les entreprises minières, chez les négociants, les transformateurs et les affineurs.

En Afrique, ces acteurs agissant en amont de la chaîne d'approvisionnement ont uni leurs forces pour écarter les « minerais du conflit » illégaux, en s'appuyant sur le Guide de l'OCDE. Dans la province du Katanga en RDC et au Rwanda, un système d'emballage et d'étiquetage est actuellement mis en place pour pouvoir retracer l'origine des minerais. Ceux ayant été extraits de façon légale doivent être stockés et transportés dans des sacs arborant des étiquettes officielles indiquant l'origine, le poids et la composition de chaque lot. Ces étiquettes accompagnent les sacs jusqu'aux fonderies où le minerai est transformé en métal.

Ce système est mis en œuvre par l'ITRI, organisation professionnelle regroupant les principales entreprises mondiales d'extraction et de production d'étain, et par le Tantalum-Niobium International Study Center (TIC), réunissant des entreprises de la chaîne logistique du tantale et du niobium utilisés pour fabriquer les aubes de turbine. Dénommé iTSCi (*ITRI Tin Supply Chain Initiative*), ce système comprend également la pesée des sacs et garantit d'autres mesures de contrôle pour éviter l'introduction clandestine de minerais illicites dans la chaîne d'approvisionnement.

Tout cela est plus facile à dire qu'à faire ; il ne sera pas mis fin du jour au lendemain au commerce des « minerais du conflit ». L'activité minière de la région, largement informelle, est menée par des mineurs aux méthodes artisanales, qui creusent les filons et vendent leur production à des maisons de négoce appelées *comptoirs*, lesquels la revendent ensuite à des exportateurs et transformateurs. Dans la partie orientale de la RDC, de vastes zones riches en minerais échappent au contrôle du gouvernement central en raison de la médiocrité des communications et de l'absence de routes. Malgré une chute brutale de la demande et des prix des minerais suite à l'adoption de la Loi Dodd-Frank, des rebelles armés et des

groupes criminels continuent à exploiter des gisements situés dans ces zones. Fin 2011, l'ONU signalait que quelques comptoirs achetaient encore des minerais non étiquetés pour les vendre à des raffineurs, fondeurs et négociants en Chine.

Autre faiblesse : l'absence de contrôles à la frontière entre la RDC et le Rwanda, pays dans lequel plusieurs compagnies minières ont signalé une croissance inexplicquée de la production de minerais ; on soupçonne la présence dans la chaîne d'approvisionnement de minerais provenant de RDC (mais pas nécessairement de minerais du conflit). Même dans les zones où le système de sacs étiquetés est opérationnel et où le transport de minerais non étiquetés est illégal, à l'instar du Rwanda, les procédures d'étiquetage et d'informations sur les expéditions restent à améliorer. Les registres comportent encore des erreurs, sont perdus ou détériorés par les intempéries. Certaines entreprises s'entendent avec les agents responsables de l'étiquetage pour contourner le processus.

Malgré ces défaillances, les responsables en charge de la mise en œuvre du processus sont optimistes. L'Office de la géologie et des mines du Rwanda a embauché plus d'une centaine d'agents pour gérer l'étiquetage, et 25 000 travailleurs sont maintenant assujettis au système de traçabilité dans plus de 400 sites miniers. La RDC est moins avancée, mais plus de 12 000 mineurs répartis sur 123 sites participent désormais au processus dans sept zones du Katanga.

« La mise en œuvre des processus de l'iTSCI en RDC et au Rwanda constitue un pas en avant considérable, mobilisant des centaines de personnes », commente Cécile Collin du Cabinet de conseil Channel Research basé à Bruxelles, qui a réalisé l'audit du programme d'empaquetage et d'étiquetage.

Elle souligne que les entreprises de la chaîne d'approvisionnement en minerais, ainsi que les institutions et les services d'État en RDC et au Rwanda ont consenti de nombreux efforts pour se conformer aux recommandations du Guide de l'OCDE. En mars 2012, l'Office de la géologie et des mines du Rwanda (OGMR) a mis sur liste noire quatre entreprises rwandaises qui

avaient illégalement étiqueté des minerais et, en mai, la RDC a suspendu les activités de deux entreprises d'exportation qui n'avaient pas vérifié l'origine des minerais dont elles assuraient le négoce.

Avant cela, en octobre 2011, le Rwanda a renvoyé en RDC 70 tonnes de minerais non étiquetés importés en fraude, et en janvier 2012, a arrêté quatre militaires de haut rang accusés de transactions transfrontières illicites. « Certaines procédures doivent encore être ajustées, reconnaît Mme Collin, mais on les suit de très près ».

Au Siège de l'ITRI, au Royaume-Uni, les responsables partagent ce jugement positif. Si l'objectif premier du système vise le contrôle des « minerais du conflit », certains effets secondaires ont également été appréciés. Selon certains responsables de RDC, la surveillance de la production et des flux de minerais est plus aisée qu'auparavant, de même que la collecte des taxes officielles. En outre, les négociants et transporteurs locaux se déclarent moins sujets à la fraude, à l'extorsion et au vol.

À long terme, un assainissement du commerce des minerais profitera à tous – à l'exception des chefs de guerre, des racketteurs et des violeurs. « Les entreprises qui exercent leur devoir de vigilance, soit par les actions qu'elles prennent elles-mêmes, soit par l'intermédiaire de l'iTSCI, espèrent réduire ainsi les risques d'atteinte à leur image », selon Kay Nimmo, responsable des questions de réglementation à l'ITRI.

Mais selon elle, ces entreprises veulent surtout « faire partie d'un système qui permette l'essor et le développement d'un commerce propre, offrant des perspectives aux entreprises locales et internationales ».

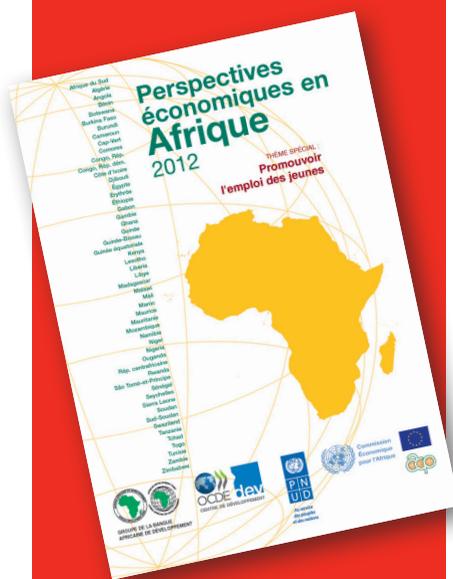
*Nicholas Bray est journaliste et ancien chef de la division des médias à l'OCDE.

Pour plus d'informations sur le Guide OCDE, voir www.oecd.org/daf/investment/mining

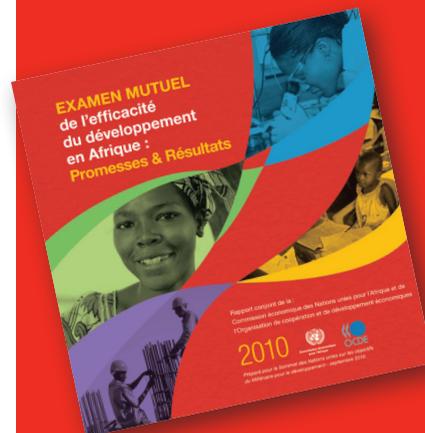
Voir aussi www.itri.co.uk

Commandez dès maintenant ! Promesses africaines

Sur www.oecd.org/librairie



Également disponible en ligne :



Le défi jeunes de l'Afrique



REUTERS/Fritbar O'Reilly

La population africaine, la plus jeune du monde, connaît une croissance démographique rapide : le nombre d'habitants âgés de 15 à 24 ans, dépassant actuellement 200 millions, aura doublé en 2045. Les prochaines décennies verront arriver sur le marché du travail des centaines de millions de jeunes de toutes qualifications.

Selon l'Organisation internationale du travail, seuls 16 des 73 millions d'emplois créés en Afrique entre 2000 et 2008 étaient occupés par des jeunes âgés de 15 à 24 ans. L'emploi des jeunes se heurte essentiellement à un problème de qualité des emplois et des candidatures dans les pays à faible revenu, et à un problème de quantité dans les pays à revenu intermédiaire. Dans les premiers, les jeunes occupent majoritairement des emplois précaires (par exemple dans l'extraction des métaux des terres rares) ou sont des travailleurs pauvres, alors que dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, ils sont plutôt au chômage, au chômage partiel ou inactifs. Facteur aggravant pour l'emploi des jeunes en Afrique : ceux-ci sont davantage touchés par le découragement que par le chômage. Les conséquences en termes de pauvreté sont notables, puisqu'environ 72 % des jeunes Africains vivent avec moins de 2 dollars par jour.

Mais quelles sont les sources d'emplois ? Ni le secteur public ni le secteur privé formel, qui pourtant se développe, ne peuvent absorber cet afflux de jeunes demandeurs d'emploi. Principale source d'emplois offrant

un salaire de subsistance, les entreprises privées ont toutefois besoin de soutien pour se développer, gagner en compétitivité et *in fine* créer des emplois.

Le secteur informel et le secteur agricole resteront de loin les principaux créateurs d'emplois. Il appartient aux pouvoirs publics d'engager les mesures permettant le lever les

Les marchands ambulants se sont organisés et participent même à l'aménagement urbain

obstacles auxquels les nombreuses petites entreprises informelles sont confrontées, afin qu'elles se développent et créent des emplois.

Prenons l'exemple de la vente ambulante, part importante des nouveaux emplois urbains en Afrique subsaharienne. Dans ce secteur informel, les travailleurs jouissent rarement d'un emplacement attribué, et sont traqués par la police, les municipalités et les grossistes. Ces derniers tirent souvent profit de leur position de force pour contraindre les vendeurs de rue à leur emprunter de l'argent à des taux très élevés.

Face à ces difficultés, les marchands ambulants de certains pays se sont organisés, voire participent à l'aménagement urbain. À Dar es Salaam et à Durban, les associations de vendeurs ambulants ont établi de bonnes relations avec les autorités municipales ; des permis de travail leur ont été délivrés, et des

infrastructures leur ont été réservées dans des lieux centraux.

Autre problème majeur : l'incapacité des écoles et centres de formation à dispenser aux jeunes Africains les compétences et savoir-faire recherchés par les employeurs. Cela étant, le principal obstacle à surmonter reste généralement la faible demande de main-d'œuvre.

Les pouvoirs publics doivent se montrer plus actifs à cet égard. Il existe certes des programmes publics consacrés à l'emploi des jeunes, mais leurs résultats sont peu concluants. En cause, une méconnaissance de ce qui fonctionne et de ce qui est inopérant, en raison d'une profonde pénurie de données disponibles sur l'emploi en Afrique, et d'un déficit fréquent de coordination entre les organismes publics.

Si les perspectives à court terme sont peu encourageantes, l'horizon à long terme semble devoir s'éclaircir, pour autant que les gouvernements africains s'attaquent vraiment aux difficultés rencontrées par les jeunes. La dynamisation des secteurs économiques en plein essor et la création d'emplois passeront par les leviers d'opportunités que sont l'optimisation de l'éducation, les nouvelles technologies et l'urbanisation rapide. C'est paradoxalement dans les secteurs informel et agricole, longtemps considérés comme des freins, que l'on trouve le plus souvent cet esprit d'entreprise sans lequel les perspectives d'emploi des jeunes ne peuvent croître. Les pouvoirs publics doivent désormais s'employer à exploiter cette ressource.

Références

BAfD, OCDE, PNUD, CEA-ONU (2012), *Perspectives économiques en Afrique 2012 : promouvoir l'emploi des jeunes*, Paris.

Jütting, J. et J. de Laiglesia (2009), *L'emploi informel dans les pays en voie de développement : une normalité indépassable ?*, Études du Centre de développement, Paris.



Microsoft in Education

Anytime Anywhere Learning for All

At Microsoft, we are committed to helping students and educators realize their full potential. By partnering with education communities around the world, we strive to deliver relevant, effective and scalable solutions that focus the contributions of many on improved learning outcomes for all.

[Learn more at Microsoft.com/education](https://www.microsoft.com/education)

Microsoft



L'arithmétique de la croissance verte



Le PIB ne peut mesurer la croissance verte. Comment y parvenir ?

Voici l'une des meilleures introductions à un article scientifique jamais écrites : « Ces dernières années, notre pays a connu des bouleversements économiques suffisamment frappants pour être perceptibles par n'importe quel observateur sans recours aux statistiques. Toutefois, même l'appréciation d'un observateur averti gagne à être corroborée par une illustration quantitative de l'économie. » Ainsi s'exprimait Simon Kuznets dans un article de 1934 sobrement intitulé *National Income, 1929-1932 (Le revenu national, 1929-1932)*. Trois ans plus tard, il présentait au Congrès américain un rapport offrant une telle « illustration quantitative » : le PIB, une mesure unique du poids économique d'un pays.

Avant l'invention du PIB (une mesure si usitée que l'on peine à croire qu'elle ait été inventée un jour, et qui plus est récemment), les gouvernements disposaient de quelques éléments objectifs sur l'état de l'économie pour établir leurs politiques. Les bases de la comptabilité nationale avaient été constituées au XVII^e siècle par William Petty, essentiellement à des fins fiscales.

Chacun en son temps, Petty et Kuznets répondaient à un même besoin, celui de comprendre un monde en mutation. La préoccupation de Petty portait sur la continuité de la mesure de la richesse nationale en or et en argent, alors même que les transactions monétaires commençaient

à remplacer le troc dans la vie économique. La préoccupation de Kuznets, après la crise de 1929, portait sur le rôle grandissant de l'État dans l'économie, dont les interventions étaient basées sur un ensemble d'indicateurs pour le moins incomplets, comme le souligne Richard Froyen, tels que le chargement des convois de marchandises ou les indices boursiers.

La force du PIB était de condenser une multitude d'éléments en un seul chiffre. Comme toute innovation, il suscita d'abord méfiance et hostilité ; mais à partir de la conférence de Bretton Woods en 1944, il devint le mètre-étalon des économies nationales. Son principal défaut : ne pas mesurer le bien-être, sachant que la production peut augmenter sans que la population s'en trouve mieux lotie. Kuznets lui-même rappelait que le PIB n'était qu'une mesure quantitative et n'avait pas vocation à décrire les éléments qualitatifs de la croissance.

Dans un article de *L'Observateur de l'OCDE* de 2005, François Lequiller, qui dirigeait les travaux de l'organisation sur les comptes nationaux, rappelait que le PIB remplit parfaitement la mission qui lui a été dévolue, mais ne rend pas compte de certains éléments importants comme la dégradation de l'environnement. Selon lui, il est sans doute impossible d'élaborer un indicateur unique qui reflète toutes les dimensions ; d'ailleurs, si toutes étaient intégrées au PIB, celui-ci ne constituerait plus une mesure utile de la production. Il est préférable dans ce cas d'élaborer une série d'indicateurs.

Lorsque les gouvernements des pays de l'OCDE ont chargé l'organisation de développer des outils à l'appui des politiques publiques de croissance verte, ainsi que des outils d'évaluation des stratégies déployées, il était évident qu'un indicateur unique ne pourrait faire la synthèse des éléments contenus dans la croissance verte ; la progression vers une croissance plus verte et le développement des nouveaux débouchés économiques nécessitent la conception d'une série de nouvelles mesures.

L'OCDE vient tout juste de lancer une base de données réunissant des indicateurs

de croissance verte, organisée en quatre groupes qui en décrivent les principales caractéristiques :

La productivité environnementale et la productivité des ressources, pour mesurer comment la croissance économique devient plus écologique grâce à une utilisation plus efficiente du capital naturel. Il intègre certains aspects de la production souvent absents des modèles économiques et des cadres comptables ;

Le patrimoine naturel, pour évaluer dans quelle mesure la raréfaction des actifs naturels met en péril la croissance ;

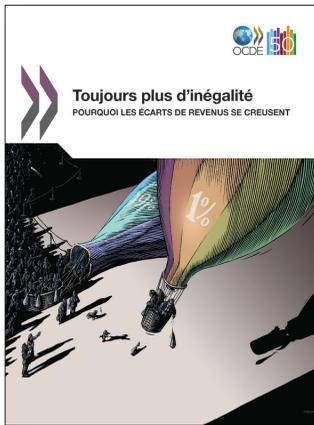
La qualité environnementale de la vie, pour évaluer l'impact des conditions environnementales sur la qualité de vie et le bien-être des individus ;

Les débouchés économiques et les politiques publiques proposées, afin de mesurer l'efficacité des politiques visant à instaurer une croissance verte et de décrire les réponses sociétales nécessaires pour exploiter les débouchés et créer des emplois.

Cette série préliminaire d'indicateurs de la croissance verte est déjà utilisée par la Colombie, la République tchèque, la Corée, le Mexique et les Pays-Bas pour évaluer leurs progrès en la matière. Le Costa Rica, l'Équateur, le Guatemala et le Paraguay s'y emploient également depuis peu.

Outre l'apport de données permettant d'étayer des faits connus, la compilation de cette base de données met en lumière certains déficits d'information sur la croissance verte, par exemple sur la biodiversité, sur les exploitations industrielles ou sur les valeurs monétaires reflétant les prix, les quantités des stocks et les flux d'actifs naturels. Même lorsque les données existent, il est parfois difficile d'opérer une combinaison et de réaliser des comparaisons internationales en raison des différences de classifications, de terminologies ou de dates. *Patrick Love*

Inégalités, krachs et crise



Les inégalités « sont l'enjeu essentiel de notre époque », estime Stewart Lansley, chercheur invité au Townsend Centre for International Poverty Research, Bristol University.

Les inégalités sont-elles facteur d'instabilité économique ? Il y a quelques années, cette question n'était pas inscrite sur l'échelle de Richter politique. Elle ne suscitait pas non plus beaucoup d'intérêt chez les économistes professionnels. Comme l'a dit James Galbraith, économiste, fils de John Kenneth Galbraith, les inégalités étaient une « voie de garage » des sciences économiques. D'ailleurs, aucune rubrique du très universitaire *Journal of Economic Literature* ne traite des inégalités et de l'instabilité économique.

Il y a à cela une raison essentielle. Depuis une trentaine d'années, l'orthodoxie économique considère les inégalités comme une condition nécessaire à la réussite économique. Il faut choisir entre davantage d'égalité ou davantage de croissance. Cette orthodoxie est née de la crise mondiale des années 1970, lorsque l'on considérait que l'évolution vers des sociétés plus égalitaires durant les décennies d'après-guerre était allée trop loin et avait conduit à une sclérose économique. Il fallait donc instiller une forte dose d'inégalités pour remettre les économies sur un sentier de croissance durable.

Depuis la fin des années 1970, cette théorie (car c'était une théorie) a été mise à l'épreuve de l'expérience, tant aux États-Unis qu'au Royaume-Uni et, plus récemment, dans

un certain nombre de pays riches. En effet, l'écart de revenu en Amérique et en Grande-Bretagne a atteint des niveaux encore inégalés depuis l'entre-deux-guerres. L'expérience du « capitalisme de marché inégal » s'est-elle déroulée comme la théorie l'avait prévu ? Non. L'écart de revenu est monté en flèche, sans que se réalise la promesse d'un progrès économique général.

À l'exception de l'inflation, les mesures montrent que les résultats économiques des années 1980 et suivantes, marquées par la montée des inégalités, sont beaucoup plus faibles que ceux des décennies égalitaires de l'après-guerre. Depuis 1980, les taux de croissance et de productivité au Royaume-Uni ont diminué d'environ un tiers par rapport à ceux de l'après-guerre, tandis que le chômage a quintuplé par rapport aux années 1950 et 1960. Les trois récessions qui se sont succédées depuis 1979 ont été plus graves et plus longues que celles des deux décennies d'après-guerre, superficielles et passagères. L'économie des pays ayant pleinement adhéré au modèle de capitalisme de marché d'après 1980 est devenue beaucoup plus polarisée et plus fragile, comme en témoigne le grand krach de 2008 et l'insoluble crise actuelle qui se poursuit.

La théorie est-elle donc fondamentalement erronée ? De fortes inégalités conduisent-elles à un effondrement économique ? L'accroissement des inégalités à partir des années 1980 était-il réellement l'un des principaux facteurs explicatifs de la chute de l'économie mondiale en 2008 et de la ténacité de la crise actuelle ?

Selon la position officielle, les inégalités n'ont joué aucun rôle dans la crise actuelle. Ainsi, aux États-Unis, la Commission bipartite *Financial Crisis Inquiry* a publié en janvier 2011 un rapport de 662 pages sur les causes du krach de 2008-2009, qui ne mentionnait pas une seule fois le terme « inégalités ».

Il y a deux ans, les quelques économistes qui soutenaient que les inégalités étaient la véritable cause de la crise actuelle étaient catalogués sur-le-champ comme représentants d'une minorité insignifiante et hérétique. On considérait unanimement que les inégalités n'étaient pas une question économique. L'opinion commença à changer

progressivement. En 2011, lors du Forum économique mondial de Davos, Min Zhu, ancien vice-gouverneur de la Banque populaire de Chine et conseiller spécial auprès du Fonds monétaire international, a affirmé que la montée des inégalités constituait le péril mondial le plus grave. En décembre dernier, le Président Obama, dans son discours économique prononcé au Kansas, a dénoncé la longue période de stagnation des rémunérations dont ont souffert la plupart des Américains, et l'érosion du « contrat fondamental qui a fait la grandeur du pays ». Il a ajouté qu'il ne s'agissait pas d'un débat politique de plus, mais de l'enjeu essentiel de notre époque.

En mai dernier, lors de la conférence annuelle de l'OCDE à Paris, l'ordre du jour a été dominé par la question de la fracture sociale grandissante ; de son côté, le FMI a produit plusieurs rapports remettant en question la théorie orthodoxe du rôle des inégalités. L'un d'eux, écrit par les économistes Andrew Berg et Jonathan Ostry, soutient que la théorie des années 1970, exposée par Arthur Okun dans son très influent ouvrage *Égalité vs efficacité : comment trouver l'équilibre ?*, n'a pas résisté à l'épreuve des faits : l'examen de la croissance sur le long terme montre que l'arbitrage efficacité/inégalités n'est pas systématique. L'égalité apparaît même comme un important facteur à l'appui d'une croissance durable.

Non seulement l'aggravation des inégalités n'a pas permis une accélération de la croissance, mais l'histoire fait clairement apparaître une association entre inégalités et instabilité. Les grands krachs de 1929 et 2008, ainsi que les récessions profondes qui suivirent, furent tous précédés d'une forte montée des inégalités. À l'inverse, la plus longue période de prospérité et de stabilité économiques, de 1950 au début des années 1970, s'est caractérisée par la réduction des inégalités dans les pays riches, en particulier au Royaume-Uni et aux États-Unis. Bien sûr, association n'est pas causalité.

Ce texte est le premier d'une série de trois articles postés sur le blog www.oecdinsights.org

www.OECDInsights.org

Not just healthcare.



At MSD, we work hard to keep the world well. How? By providing people all around the globe with innovative prescription medicines, vaccines, and consumer care and animal health products. We also provide leading healthcare solutions that make a difference. And we do it by listening to patients, physicians and our other partners — and anticipating their needs.

We believe our responsibility includes making sure that our products reach people who need them, regardless of where they live or their ability to pay. So we've created many far-reaching programs and partnerships to accomplish this. You can learn more about them at msd.com.

We continue on our journey to redefine ourselves to bring more hope to more people around the world. Our goals are clear and our commitment is fierce. We are dedicated to solving problems and pursuing new answers.



Tous à bord : des politiques en faveur d'une croissance inclusive et de l'emploi



Les ministres de l'OCDE rassemblés devant le siège de l'OCDE pour la Réunion du Conseil au niveau des ministres, le 23 mai 2012

Voici les conclusions adoptées lors de la Réunion du Conseil au niveau des ministres, le 24 mai 2012. Le Résumé de la présidence et d'autres informations sur la réunion sont disponibles sur www.oecd.org/rcm

À l'occasion de la Réunion 2012 du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres, nous* nous sommes rassemblés sous la présidence de la Turquie et la vice-présidence du Chili et de la Pologne. La participation de la Fédération de Russie, dont le processus d'adhésion à l'OCDE est en cours, et de nos partenaires clés – Afrique du Sud, Brésil, République populaire de Chine, Inde et Indonésie – ainsi que d'organisations internationales, a grandement enrichi nos débats.

Nous nous félicitons des nets progrès réalisés du point de vue de la mise en œuvre de la Vision d'avenir pour l'OCDE à l'occasion de son 50^e anniversaire à

laquelle la RCM de 2011 a donné son aval et nous nous engageons collectivement à la traduire en résultats concrets. Nous nous félicitons du rôle que le Secrétaire général a joué en proposant de nouvelles initiatives, notamment ses Orientations stratégiques, et en renforçant la visibilité et l'impact de l'organisation.

Croissance inclusive et riche en emplois
Compte tenu de la situation économique actuelle, nous sommes fermement attachés à obtenir une croissance inclusive et riche en emplois grâce à des réformes structurelles efficaces, à des politiques budgétaires et sociales responsables et à des mesures propres à stabiliser le secteur financier. Une croissance économique durable est un objectif fondamental et les stratégies futures de l'OCDE viseront à promouvoir une croissance verte. Nous soulignons l'importance de donner aux individus et aux entreprises les moyens de surmonter les difficultés économiques actuelles,

notamment la tendance inquiétante au creusement des inégalités et les niveaux élevés de chômage observés dans de nombreux pays. Nous encourageons donc à investir davantage dans les compétences humaines et à faire mieux concorder l'offre et la demande de qualifications. Nous insistons sur l'importance d'une participation pleine et entière des femmes à la réussite de nos économies. Nous nous félicitons des nouvelles initiatives de l'OCDE, notamment la Stratégie sur les compétences et l'Initiative pour la parité, ainsi que les travaux en cours sur les inégalités, l'innovation, la croissance verte et les nouvelles sources de croissance, comme les actifs fondés sur le savoir, et sur la mesure du progrès. Ces initiatives sont des sources précieuses d'éclairages et d'orientations et constituent des outils importants pour assurer une croissance génératrice d'emplois et valoriser le capital humain. Nous nous félicitons aussi des travaux menés par l'organisation en faveur de l'ouverture des marchés,

de la sécurité juridique pour l'investissement international et de la conduite responsable des entreprises multinationales, ainsi que de la neutralité concurrentielle entre les entreprises publiques et privées. Nous continuerons de promouvoir la concurrence en tant que moteur d'économies de marché ouvertes et modernes permettant de favoriser l'innovation, d'améliorer l'efficacité et d'accroître le bien-être des citoyens.

Nous réitérons notre attachement à un système commercial multilatéral ouvert, à la poursuite de la libéralisation, à la lutte contre le protectionnisme sous toute ses formes et au refus d'adopter des mesures restrictives pour les échanges ou dommageables pour l'investissement. À cette fin, nous approuvons les engagements de *statu quo* ou de retrait des nouvelles mesures restrictives tels que réaffirmés à l'issue du sommet du G20 tenu à Cannes ; nous chargeons l'OCDE de suivre l'évolution de ces mesures et nous invitons le Comité des échanges, conformément à sa décision, à rédiger un rapport et à organiser un atelier pour évaluer l'impact des mesures liées au commerce. Nous nous félicitons des travaux de l'OCDE sur la relation entre les échanges et l'emploi, les chaînes de valeur mondiales, la mesure du commerce en termes de valeur ajoutée et les restrictions aux échanges de services, de même que les contributions que l'organisation peut apporter, en coopération avec l'OMC, au programme commercial multilatéral. Nous appelons l'OCDE à accélérer et élargir ses travaux sur l'élaboration d'une base de données et d'un indice sur la restrictivité des échanges de services, et à les étendre à tous les pays qui sont de grands fournisseurs de services, ou qui aspirent à le devenir.

Nous nous engageons à analyser les causes profondes de la crise et à en tirer les enseignements et, au besoin, à actualiser les analyses économiques et les recommandations d'action de l'OCDE. C'est pourquoi nous lançons aujourd'hui l'initiative relative à de « Nouvelles approches face aux défis économiques ».

Stratégie pour le développement

Nous donnons notre aval à la Stratégie de l'OCDE pour le développement, outil essentiel pour renforcer les travaux de

l'organisation sur le développement, les intégrer et pouvoir les adapter face aux rapides mutations mondiales, de façon que des pays qui en sont à des stades de développement différents puissent contribuer à une croissance durable à l'échelle mondiale. En nous appuyant sur le noyau de compétences spécialisées et l'expérience de l'organisation, nous œuvrerons tous ensemble à la mise en œuvre de cette stratégie. Nous nous efforcerons d'accroître la cohérence des politiques au service du développement et de faciliter le partage des connaissances.

Nous saluons les résultats du Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui s'est tenu à Busan, et nous en soutenons la mise en œuvre, notamment l'accord sur la création du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement. Nous intensifierons notre dialogue avec diverses parties prenantes, notamment les économies émergentes.

Réseau mondial pour l'action publique

Nous notons avec satisfaction l'achèvement des négociations sur l'accession de la Fédération de Russie à l'OMC, la ratification par ce pays de la Convention anti-corruption de l'OCDE et son entrée à l'Agence pour l'énergie nucléaire. Nous espérons que le processus d'adhésion de la Fédération de Russie à l'OCDE se poursuivra conformément à la feuille de route de 2007. Un engagement fort est essentiel sur des questions spécifiques telles que l'environnement, la fiscalité, le gouvernement d'entreprise et le climat des affaires.

Nous affirmons notre volonté de travailler avec chacun de nos partenaires clés (Afrique du Sud, Brésil, République populaire de Chine, Inde et Indonésie) à l'élaboration de nouvelles formes de partenariat et de collaboration. Nous nous efforcerons d'intensifier encore ces relations, dans l'intérêt mutuel, notamment à l'aide d'accords-cadres, de la participation plus poussée de ces pays aux travaux des comités et de l'amélioration de la communication.

Nous continuerons d'approfondir notre dialogue avec d'autres pays et régions, dans l'intérêt de tous. Nous travaillerons avec nos

partenaires à travers le réseau de l'OCDE pour l'action publique, afin d'atteindre collectivement des objectifs communs tels qu'une croissance durable à l'échelle mondiale. Nous attendons avec intérêt la conclusion rapide des travaux visant à améliorer les règles relatives à la participation de pays partenaires aux activités et organes de l'OCDE. Nous nous félicitons de l'adhésion de nombreux pays aux instruments de l'OCDE. Nous saluons les réformes engagées dans la région MENA et les travaux que mène l'organisation pour les accompagner, en particulier dans le cadre de l'Initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et l'investissement à l'appui du développement, et de sa participation active au Partenariat de Deauville.

Nous apprécions à leur juste mesure les contributions de l'OCDE à la gouvernance économique mondiale, notamment en ce qui concerne la lutte contre la corruption, la fiscalité, l'investissement et la responsabilité sociale des entreprises, l'environnement et le développement durable. Nous saluons le rôle actif que l'OCDE joue auprès de diverses instances telles que le G8 et le G20 dans les domaines où elle possède un avantage comparatif, et la contribution qu'elle apporte face aux défis mondiaux.

Efficacité, efficacité et transparence

Prenant note du souci d'économies qui anime nos administrations nationales respectives, nous encourageons l'OCDE à intensifier ses efforts afin d'améliorer l'efficacité, l'efficacité et la transparence et nous nous félicitons de l'engagement de l'organisation en faveur des données ouvertes et des efforts qu'elle déploie pour faire siennes les meilleures pratiques de gestion.

*Ministres et représentants de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, du Chili, de la Corée, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, des États-Unis, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Luxembourg, du Mexique, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République slovaque, de la République tchèque, du Royaume-Uni, de la Fédération de Russie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse et de la Turquie, ainsi que de l'Union européenne.

De l'indignation et l'inégalité à l'inclusion et l'intégrité



Forum de l'OCDE 2012

Instantanés du Forum (de gauche à droite) : Robert Skidelski, Professeur émérite de Politique économique à l'Université de Warwick ; Michèle Pagé, Chef de la gestion des Ressources humaines à l'OCDE parle de la promotion des femmes ; Sa Majesté la Reine Rania Al-Abdullah de Jordanie à la session d'ouverture ; Shiv Malik, auteur et journaliste au *Guardian*, Royaume-Uni ; Une exposition célèbre le 50^e anniversaire de *L'Observateur de l'OCDE* ; Anja von Moltke, Responsable des affaires économiques, PNUE ; Logo de l'OCDE ; Les caméras filment la session « Des classes moyennes émergentes et sous pression : Transformer une majorité silencieuse en moteur de l'économie ». Pour plus de photos et de vidéos, voir www.oecdforum.org

Paris, 22 et 23 mai

« Nous devons aujourd'hui relever des défis considérables auxquels aucun groupe de la société ne peut apporter de solution isolément. Les solutions devront être trouvées collectivement, à travers un vaste débat participatif qui prenne au sérieux le principe d'égalité ». Ces mots, prononcés par Naomi Colvin du mouvement Occupy London, reflètent l'esprit et l'objet du 12^e Forum annuel de l'OCDE, intitulé « De l'indignation et l'inégalité à l'inclusion et l'intégrité ».

Issus de quelque 70 pays, plus de 1300 représentants des gouvernements, de la société civile, des entreprises, syndicats, médias et milieux universitaires se sont réunis pour échanger leurs opinions et faire émerger de nouvelles idées pour remédier à la crise mondiale et construire un avenir meilleur.

Le discours d'ouverture sur les inégalités prononcé par Sa Majesté la Reine Rania Al-Abdullah de Jordanie a donné le ton des

deux jours du Forum : « Si des millions d'individus sont sortis de la pauvreté absolue ces dernières années, les bénéfices de la croissance économique n'ont pas été partagés équitablement. Il ne s'agit pas d'une masse anonyme d'un milliard de laissés-pour-compte, mais d'une partie de notre famille mondiale. Ils ont une identité, une dignité ».

Lors des sessions combles des « Fabrique-à-idées » interactives et des déjeuners-débats intitulés « Alimenter notre réflexion », les participants ont abordé un vaste éventail de sujets : réforme financière, compétences des jeunes, intégration ou parité.

Les nouvelles initiatives de l'OCDE, comme l'Initiative pour la parité, la Stratégie sur les compétences et les Nouvelles approches face aux défis économiques, ont donné lieu à des discussions animées. Une version actualisée de l'Indicateur du vivre mieux a été lancée. Il prend désormais en compte la parité et les inégalités et couvre, outre les pays membres de l'OCDE, le Brésil et la Russie.

L'objectif ultime du Forum de l'OCDE est de trouver des voies d'avenir et d'engendrer un dialogue constructif entre le plus grand nombre possible de parties prenantes. Organisé conjointement à la Réunion du Conseil au niveau des ministres des 23 et 24 mai, il offre également l'occasion de faire entendre sa voix auprès des décideurs. Le Forum a-t-il permis de passer de l'indignation à l'intégrité ? Comme l'indique Cobus de Swardt, de Transparency International, « l'intégrité des dirigeants est un bien public précieux qui s'acquiert après des années d'ouverture, d'honnêteté et de responsabilité. Elle n'est jamais acquise et doit être reconquise chaque jour. »

L'OCDE est convaincue que la voie qui mène à l'intégrité passe par un dialogue permanent et ouvert entre toutes les parties prenantes. En mai, le Forum a montré qu'il faisait partie intégrante de ce dialogue.

Site Internet du Forum de l'OCDE 2012 :
www.oecd.org/forum

Discours récents d'Angel Gurría

Osman Orsal/Reuters



Pour la liste complète des discours et allocutions en français, anglais et autres langues, voir www.oecd.org/discours

Global dialogue on sustainability and inclusion

22 juin 2012

Remarques prononcées lors de la conférence Rio+20, Rio de Janeiro, Brésil.

Sustainable development in an unequal world

20 juin 2012

Remarques prononcées à la conférence Rio+20, Rio de Janeiro, Brésil.

Improving transparency and anti-corruption

17 juin 2012

Remarques prononcées lors de la réunion du groupe de travail du B20 sur l'anti-corruption et la transparence, Los Cabos, Mexique.

Dialogue with labour organisations

17 juin 2012

Remarques prononcées lors du Sommet du G20, Los Cabos, Mexique.

World Economic Outlook and the situation in the Euro area

17 juin 2012

Remarques prononcées lors du Sommet du B20, Los Cabos, Mexique.

Improving the assessment of disaster risks to strengthen financial resilience

16 juin 2012

Remarques prononcées lors d'un événement en marge du Sommet du G20, Los Cabos, Mexique.

Mekorot, the national water company of Israel

6 juin 2012

Remarques prononcées à Tel Aviv, Israël.

New guidelines to multinational enterprises and the OECD anti-bribery convention

6 juin 2012

Remarques prononcées lors du séminaire de l'Association des Industriels d'Israël, Tel Aviv, Israël.

Clean-tech clustering as an engine for local development: The Negev region, Israel

5 juin 2012

Remarques prononcées à Jérusalem, Israël.

Social policies in Israel—Future directions

5 juin 2012

Remarques prononcées lors du séminaire « Social policies—Future directions », Jérusalem, Israël.

A secure Internet as an engine of economic growth

31 mai 2012

Remarques prononcées lors du forum « The EU cybersecurity & digital crimes », Bruxelles, Belgique.

Revitalising the European dream

31 mai 2012

Remarques prononcées lors de la conférence « The state of the European Union », Bruxelles, Belgique.

Latin America: A bright future

25 mai 2012

Discours d'ouverture prononcé lors du IVE Forum économique international sur l'Amérique latine et les Caraïbes, Paris, France.

My strategic orientations and new approaches to economic challenges

23 mai 2012

Remarques prononcées lors de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres 2012, Paris, France.

Signature ceremony with Colombia and Mexico

23 mai 2012

Remarques prononcées lors du Forum de l'OCDE 2012, Paris, France.

The Russian Federation's accession to the Nuclear Energy Agency

23 mai 2012

Remarques prononcées lors du Forum de l'OCDE 2012, Paris, France.

Delivering jobs, growth and trust

23 mai 2012

Discours d'ouverture du Forum de l'OCDE 2012, Paris, France.

All on board for gender equality

22 mai 2012

Remarques prononcées lors du lancement des rapports OCDE et BIAC sur la Parité au Forum de l'OCDE 2012, Paris, France.

From indignation and inequality to inclusion and integrity

22 mai 2012

Discours d'ouverture du Forum de l'OCDE 2012, Paris, France.

Presentation of the 2012 Economic Outlook

22 mai 2012

Remarques prononcées à Paris, France.

Lancement des Anciens de l'OCDE

Un nouveau Réseau du personnel et des anciens de l'OCDE a été créé et compte d'ores et déjà plus de 1200 membres. Tous les employés actuels et anciens sont invités à y adhérer : « L'organisation a besoin de conserver le socle de connaissances forgé à l'OCDE et de maintenir une continuité. C'est d'autant plus important dans un monde marqué par une mobilité accrue », explique Makoto Miyasako, membre de l'OCDE, dans une interview avec Jill Ramsey, rédactrice en chef d'*@tmosphere*, le magazine du personnel. Une mise au point des profils électroniques est en cours pour que les membres du Réseau puissent se retrouver et communiquer plus facilement. On peut accéder au Réseau du personnel et des anciens de l'OCDE sur le site de l'OCDE.

Contactez OECDNetwork@OECD.org

Programme des conférences

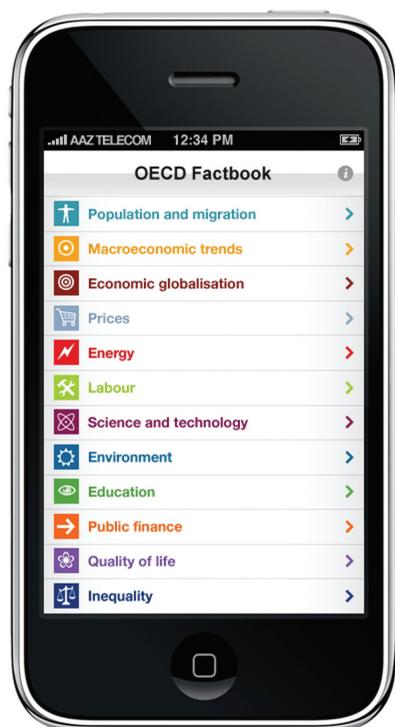
Veillez noter que la plupart des réunions ne sont pas ouvertes au public ni aux médias mais sont mentionnées pour information. Sauf indication contraire, toutes les réunions se tiennent à Paris. Une liste plus complète et actualisée chaque semaine est disponible sur www.oecd.org/media/enbref

JUIN					
14-15	Délits et fiscalité : une approche gouvernementale pour combattre les flux financiers clandestins , second forum annuel organisé par le Centre de Politique et d'Administration fiscales. Rome, Italie.				inter-américaine de Développement. San José, Costa Rica.
18	Global forum on transparency and exchange of information for tax purposes peer review report : Phase 1 : cadre légal et réglementaire pour les Îles Cook, le Libéria, le Liban, la Grenade, le Liban, Montserrat, Sainte Lucie et les Émirats arabes unis. Phase 1 et phase 2 combinées pour la Chine et la Grèce.	27-29	6^e forum de l'OCDE sur la gestion de la dette publique en Afrique . Midrand, Afrique du Sud.	17-19	L'enseignement supérieur démocratique : y parvenir et le soutenir , conférence générale de l'IMHE 2012.
18-19	Sommet du G20 . Los Cabos, Mexique.	JUILLET		24-26	Innovative approaches to turn statistics into knowledge , séminaire co-organisé par la direction des Statistiques et Statistics Korea. Séoul, Corée.
18-20	Enhancing the competitiveness of universities through educational facilities , conférence co-organisée par le Centre pour des Environnements pédagogiques efficaces (CELE) et l'Institut de développement éducatif coréen. Séoul, Corée.	3-4	Approches stratégiques sur l'évolution démographique en Russie et en Europe de l'Est . Trente, Italie.	OCTOBRE	
20-22	Conférence des Nations unies sur le développement durable, Rio+20 . Rio de Janeiro, Brésil.	11	Lancement des <i>Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO</i> . Rome, Italie.	3	Débat annuel de l'OCDE de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe . Strasbourg, France.
21-22	Getting the long-term unemployed back into work: New finance and delivery mechanisms , séminaire de renforcement des capacités. Trente, Italie.	14-15	Latin America and Caribbean tax policy forum . Colombie.	3-5	Innovation et modernisation de l'économie rurale , 8 ^e conférence sur le développement de la politique rurale. Centre international des expositions SIBERIA, Krasnoïarsk, Russie.
25-26	Measuring the economic impact of ICTs: Policy drivers and economic evidence , conférence de ICTNET/International Research Network on the Economic Impact of ICTs.	AOÛT		12-14	Réunions annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale . Japon.
26	Lancement des <i>Perspectives économiques des États-Unis</i> .	5-11	International youth nuclear congress IYNC2012 , forum régional pour la promotion de l'échange d'idées et d'informations sur les approches managériales permettant de maintenir l'exposition aux radiations sur le lieu de travail aussi bas que raisonnablement possible, co-sponsorisé par l'Agence pour l'énergie nucléaire. Charlotte, États-Unis.	16-17	Symposium économique mondial . Rio de Janeiro, Brésil.
26-28	European framework for measuring progress , conférence co-organisée par l'OCDE, l'Institut national italien des Statistiques (Istat) et Statistics Netherlands (CBS), en collaboration avec Eurostat et le Système statistique européen.	SEPTEMBRE		16-19	4^e forum mondial de l'OCDE sur les statistiques, connaissances et politiques : Mesurer le bien-être et le progrès des sociétés . New Delhi, Inde.
		1-7	Forum mondial des Nations unies sur l'urbanisme . Naples, Italie.	NOVEMBRE	
		5-6	Global value-chains and competitiveness: Latin America and Caribbean , conférence de l'initiative « Investissement Amérique latine et Caraïbes-OCDE », co-organisée par le gouvernement du Costa Rica et la Banque	14-15	Forum Économie Santé , organisé par <i>Les Échos</i> . Paris, France.
				28-29	Brevets statistiques pour les décideurs 2012 : Connaissances des atouts et croissance économique , organisé par l'OCDE et l'Office européen des Brevets (OEB).

Frankie.org par Stik



Panorama des statistiques de l'OCDE



Le Panorama des statistiques de l'OCDE, publication-phare annuelle de l'OCDE, présente un ensemble de variables-clés concernant tout l'éventail des sujets traités par l'OCDE.

Chaque variable est présentée sur une double-page avec des définitions et aperçus des tendances récentes, des commentaires sur la comparabilité des données et des indications pour chercher des informations supplémentaires sur la page de gauche ; sur la page de droite se trouvent tableaux et graphiques présentant les données brutes. Dans certains cas, les tableaux et graphiques couvrent plus d'une page. Tous incluent des StatLinks, des liens URL vers les tableurs Excel® contenant les données sous-jacentes.

Pour consulter le *Panorama des statistiques de l'OCDE* en ligne, rendez-vous sur www.OECD-ilibrary.org/factbook

Pour commander livres et versions numériques, rendez-vous sur la librairie en ligne et recherchez « Panorama ». www.oecd.org/librairie

Pour télécharger la version iPhone, rendez-vous sur l'App Store. Versions Blackberry et autres smartphones disponibles sur www.oecd.org/publications/factbook

Préserver les retraites



Au cours des 50 prochaines années, l'espérance de vie à la naissance dans les pays développés devrait augmenter de plus de sept ans. Cette évolution réjouissante pèsera néanmoins sur les systèmes de

retraite, contraignant les gouvernements à relever progressivement l'âge de départ en retraite. Telle est l'une des conclusions clés du nouveau rapport de l'OCDE, *Perspectives sur les pensions 2012* (version française à paraître).

Les pays pourraient s'inspirer du Danemark et de l'Italie, où l'âge du départ en retraite est fonction de l'espérance de vie. Mais les gouvernements devront également promouvoir les systèmes de retraite privés. Les récentes réformes ont en effet réduit les

prestations des régimes publics de retraite de 20 à 25 %. En moyenne, dans la zone OCDE, une personne qui commence à travailler aujourd'hui et qui prendra sa retraite après une carrière complète, à l'âge légal de départ, ne touchera qu'environ la moitié de ses revenus nets, ou environ 60 % si cette personne vit dans l'un des pays ayant rendu l'adhésion aux régimes privés obligatoires.

Les perspectives sont plus préoccupantes dans les pays où les régimes de retraite publics sont relativement faibles, et où la souscription à des systèmes privés est établie sur une base volontaire, comme en Allemagne, en Corée, aux États-Unis, en Irlande et au Japon. Dans ces pays, il n'est pas rare que la retraite entraîne des diminutions drastiques de revenu, générant un risque accru de pauvreté chez les personnes âgées. Selon le rapport, il conviendrait d'encourager les systèmes privés d'épargne-retraite par des mesures d'abondement, ou en allouant

des subventions forfaitaires aux épargnants, comme en Allemagne et en Nouvelle-Zélande.

Cette première édition des *Perspectives sur les pensions* propose également une première évaluation approfondie des régimes de retraite à cotisations déterminées, élément central des systèmes de pension dans de nombreux pays. Bien que cumulées aux prestations d'un régime public, le montant de ces cotisations devra être suffisamment élevé pour procurer aux retraités un revenu suffisant, d'autant que la période de bénéfice pourrait se révéler plus longue que prévu.

Voir www.oecd.org/retraites

ISBN 9789264169395

Version française à paraître

La ville compacte



En 2050, 70 % de la population mondiale, soit plus de 5,5 milliards d'habitants, vivront en zone urbaine. Cette explosion démographique, conjuguée à un réchauffement climatique

menaçant, à des prix de l'énergie élevés et à des finances publiques resserrées, plaide fortement en faveur d'un urbanisme plus efficace. Face à la croissance démographique et à la raréfaction des ressources naturelles, les pouvoirs publics ont deux choix : laisser l'étalement urbain absorber des surfaces agricoles utiles, ou planifier le développement de « villes compactes » favorables à l'économie et l'environnement.

La publication de l'OCDE intitulée *Compact City Policies: A Comparative Assessment* (Les politiques de la ville compacte : évaluation comparative, disponible en anglais uniquement) s'appuie sur les exemples de Melbourne, Paris, Portland, Toyama

et Vancouver pour souligner qu'avec des politiques d'urbanisme appropriées, des villes compactes peuvent contribuer à protéger l'environnement, favoriser la croissance économique régionale et offrir une meilleure qualité de la vie. En région parisienne, une proposition consistant à accroître d'au moins 30 % la surface occupée par les zones boisées pour contenir les canicules est en discussion.

Tout en préservant la biodiversité et en limitant les émissions de gaz à effet de serre, la présence de terres agricoles au voisinage immédiat des villes encourage la consommation et réduit la distance de transport d'aliments produits localement. Pour les habitants, le coût élevé de l'énergie sera compensé par la réduction des temps de transport, et par un meilleur accès aux transports publics, aux services et aux emplois locaux. La ville compacte intéresse également les pouvoirs publics en quête d'économies, car elle améliore l'efficacité des investissements d'infrastructure et réduit les coûts d'entretien des réseaux de transport, de distribution d'énergie, d'eau, de collecte et d'évacuation des déchets.

L'ouvrage expose les pratiques observées dans une trentaine de pays et propose 18 indicateurs sur la ville compacte destinés à aider les pouvoirs publics à comparer leurs résultats et à améliorer leur action. Il recommande aux administrations nationales, régionales et urbaines de collaborer avec des investisseurs et d'autres instances afin d'encourager la densité, en particulier dans les nouveaux quartiers, et de synchroniser les politiques d'aménagement urbain et rural. Il incite à la rénovation des immeubles existants, à une utilisation diversifiée des sols, et à l'amélioration de la qualité de la vie en conjuguant zones d'activité et zones d'habitation. Les pouvoirs publics sont encouragés à contenir les effets négatifs de la compacité urbaine en limitant la congestion automobile par la fiscalité sur les véhicules ou sur les carburants, en favorisant une offre de logement abordable, et enfin en encourageant la présence d'espaces verts dans les espaces publics et les zones bâties.

Voir www.oecd.org/gov/cities

ISBN 9789264167841

Meilleures ventes

Tous les ouvrages sont disponibles sur www.oecd.org/librairie et sur www.OECD-iLibrary.org/fr



Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2012, n° 1

Les *Perspectives économiques de l'OCDE*, publication semestrielle, présentent une analyse des grandes

tendances économiques qui marqueront les deux années à venir. Les *Perspectives économiques* proposent un ensemble cohérent de projections concernant la production, l'emploi, les prix et balances des opérations courantes et budgétaires.

ISBN 978-92-64-13060-9, Mai 2012, 328 pages
€102 \$147 £91 ¥12 200

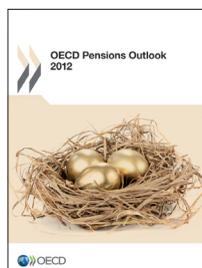


Perspectives économiques en Afrique 2012 : Promouvoir l'emploi des jeunes

Les *Perspectives économiques en Afrique* sont devenues une référence, en

proposant chaque année depuis plus de dix ans un bilan complet de l'économie africaine. Cette onzième édition des *Perspectives* couvre pour la première fois l'Érythrée et le Soudan du Sud et met l'accent sur la promotion de l'emploi des jeunes.

ISBN 978-92-64-17613-3, Mai 2012, 316 pages
€50 \$70 £45 ¥6 500



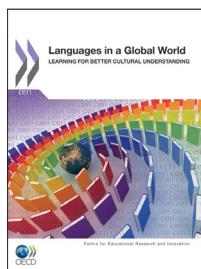
OECD Pensions Outlook 2012

Ce rapport se penche sur la réforme des retraites pendant et après la crise, les mécanismes d'ajustement automatique, les retournements de

réformes de pensions en Europe centrale et orientale, la couverture des systèmes de retraite privés, ainsi que sur les garanties dans les systèmes à contributions définis.

ISBN 978-92-64-16939-5, Juin 2012, 232 pages
€60 \$84 £54 ¥7 800

Édition française à paraître



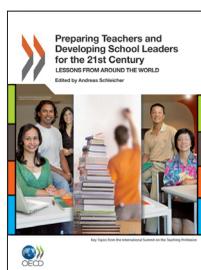
Languages in a Global World: Learning for Better Cultural Understanding

Ce livre étudie les liens entre la mondialisation et la manière dont les langues

sont enseignées et apprises.

ISBN 978-92-64-12324-3 Mai 2012, 470 pages
€54 \$75 £48 ¥7 000

Disponible en anglais uniquement



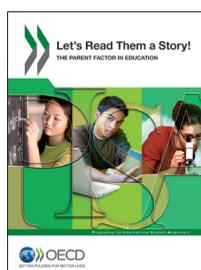
Preparing Teachers and Developing School Leaders for the 21st Century: Lessons from around the World

Cette publication utilise les données du PISA pour démontrer qu'une

part substantielle d'étudiants de l'OCDE fréquente les écoles qui ont un degré important d'autonomie dans les différents secteurs décisionnels.

ISBN 978-92-64-17421-4, Juillet 2012, 108 pages
€32 \$44 £28 ¥4 100

Disponible en anglais uniquement



PISA

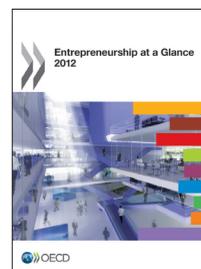
Let's Read Them a Story! The Parent Factor in Education

Ce livre donne de bonnes nouvelles aux parents qui se préoccupent de l'éducation de leurs enfants : les parents n'ont pas besoin

d'un doctorat ou d'un temps considérable pour donner à leurs enfants toutes leurs chances en matière d'éducation.

ISBN 978-92-64-17619-5, Juillet 2012, 81 pages
€15 \$21 £13 ¥1 900

Disponible en anglais uniquement



Entrepreneurship at a Glance 2012

Ce second numéro de *Entrepreneurship at a Glance*, rapport issu du *Entrepreneurship Indicators Programme* de l'OCDE-Eurostat, présente une palette

originale d'indicateurs pour mesurer l'état de l'entrepreneuriat.

ISBN 978-92-64-17309-5, Juin 2012, 136 pages
€45 \$63 £40 ¥5 800

Édition française à paraître

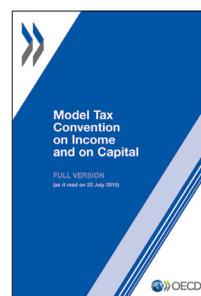


Perspectives des migrations internationales 2012

Ce rapport analyse les récentes évolutions des flux et des politiques migratoires dans les pays de l'OCDE. Cette édition

comprend des chapitres spéciaux sur le rôle des migrations dans le renouvellement des compétences de la main-d'œuvre vieillissante et sur les migrations internationales en Asie.

ISBN 978-92-64-17720-8, Juillet 2012, 385 pages
€90 \$126 £81 ¥11 700



Model Tax Convention on Income and on Capital 2010: Full Version

Cette version contient le texte complet de la *Model Tax Convention on Income and on Capital* dans

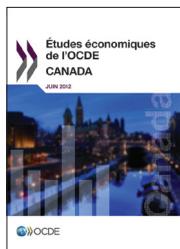
sa version du 22 juillet 2010 et remplace l'ancienne version.

ISBN 978-92-64-17517-4, Juillet 2012, 2000 pages
€325 \$455 £292 ¥42 200

Édition française à paraître

Nouvelles publications

ÉCONOMIE



Études économiques de l'OCDE : Canada 2012

ISBN 978-92-64-12993-1, Juin 2012, 148 pages
€61 \$86 £54 ¥7 200

OECD Economic Surveys: Netherlands 2012

ISBN 978-92-64-12790-6, Juin 2012, 127 pages
€61 \$86 £54 ¥7 200
Édition française à paraître

Études économiques de l'OCDE : Pologne 2012

ISBN 978-92-64-12961-0, Juin 2012, 123 pages
€61 \$86 £54 ¥7 200

OECD Economic Surveys: United States 2012

ISBN 978-92-64-12795-1, Juin 2012, 112 pages
€61 \$86 £54 ¥7 200
Édition française à paraître

Promoting Inclusive Growth: Challenges and Policies

ISBN 978-92-64-16829-9, Mai 2012, 288 pages
€84 \$117 £75 ¥10 900
Disponible en anglais uniquement

Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2012 Numéro 1 : Principaux agrégats

ISBN 978-92-64-17776-5, Mai 2012, 180 pages
€75 \$105 £67 ¥9 700

AGRICULTURE

OECD Review of Fisheries 2011: Policies and Summary Statistics

ISBN 978-92-64-12912-2, Juillet 2012, 548 pages
€98 \$137 £88 ¥12 700
Disponible en anglais uniquement

Rebuilding Fisheries: The Way Forward

ISBN 978-92-64-17692-8, Juillet 2012, 108 pages
€30 \$42 £27 ¥3 900
Édition française à paraître

DÉVELOPPEMENT

Conflits et fragilité

Managing Risks in Fragile and Transitional Contexts: The Price of Success?

ISBN 978-92-64-11873-7, Mai 2012, 164 pages
€35 \$49 £31 ¥4 500
Édition française à paraître

Pour une meilleure aide au développement Efficacité de l'aide 2011 : Progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration de Paris

ISBN 978-92-64-06152-1, Avril 2012, 216 pages
€50 \$70 £45 ¥6 500

Poverty Reduction and Pro-Poor Growth: The Role of Empowerment

ISBN 978-92-64-16834-3, Juin 2012, 300 pages
€84 \$117 £75 ¥10 900
Édition française à paraître



Études du Centre de Développement Pouvons-nous encore atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement ? Des coûts aux politiques

ISBN 978-92-64-07538-2, Mai 2012, 84 pages
€25 \$35 £22 ¥3 200

Industrial Policy and Territorial Development: Lessons from Korea

ISBN 978-92-64-17351-4, Juin 2012, 152 pages
€39 \$54 £35 ¥5 000
Disponible en anglais uniquement

African Central Government Debt 2012: Statistical Yearbook

ISBN 978-92-64-09069-9, Juillet 2012, 208 pages
€53 \$74 £47 ¥6 800
Disponible en anglais uniquement

DÉVELOPPEMENT URBAIN, RURAL ET RÉGIONAL

Études de l'OCDE sur la croissance verte

Compact City Policies: A Comparative Assessment

ISBN 978-92-64-16784-1, Mai 2012, 284 pages
€90 \$126 £81 ¥11 700
Disponible en anglais uniquement

Redefining "Urban": A New Way to Measure Metropolitan Areas

ISBN 978-92-64-17405-4, Juin 2012, 148 pages
€27 \$37 £24 ¥3 500
Disponible en anglais uniquement

OECD Territorial Reviews: Chihuahua, Mexico 2012

ISBN 978-92-64-12897-2, Mai 2012, 262 pages
€65 \$91 £58 ¥8 400
Disponible en anglais uniquement

ÉDUCATION

OECD Reviews of Evaluation and Assessment in Education: Portugal 2012

ISBN 978-92-64-11701-3, Avril 2012, 180 pages
€30 \$42 £27 ¥3 900
Disponible en anglais uniquement



PISA Apprendre au-delà de l'âge de quinze ans : une décennie après l'enquête PISA

ISBN 978-92-64-17695-9, Mai 2012, 108 pages
€35 \$49 £31 ¥4 500

PISA

PISA 2009 Technical Report

ISBN 978-92-64-04018-2, Mai 2012, 295 pages
€95 \$133 £85 ¥12 300
Disponible en anglais uniquement

PISA

Public and Private Schools: How Management and Funding Relate to their Socio-economic Profile

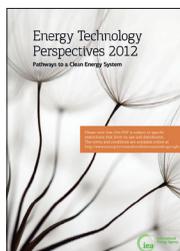
ISBN 978-92-64-17491-7, Juin 2012, 108 pages
€24 \$33 £21 ¥3 100
Disponible en anglais uniquement

EMPLOI

Les migrants et l'emploi (Vol. 3) : L'intégration sur le marché du travail en Autriche, Norvège et Suisse

ISBN 978-92-64-16790-2, Juin 2012, 322 pages
€50 \$70 £45 ¥6 500

ÉNERGIE



Energy Technology Perspectives 2012: Pathways to a Clean Energy System

ISBN 978-92-64-17488-7, Juin 2012, 700 pages
 €150 \$210 £135 ¥19 500
 Disponible en anglais uniquement

Energy Policies of IEA Countries: Ireland 2012

ISBN 978-92-64-17146-6, Juillet 2012, 160 pages
 €75 \$97 £54 ¥10 400
 Disponible en anglais uniquement

Energy Policies of IEA Countries: Switzerland 2012

ISBN 978-92-64-17148-0, Juillet 2012, 150 pages
 €75 \$105 £54 ¥10 400
 Disponible en anglais uniquement

Medium-Term Gas Market Report 2012

ISBN 978-92-64-17797-0, Juin 2012, 100 pages
 €100 \$140 £90 ¥13 000
 Disponible en anglais uniquement

Energy Policies of IEA Countries: United Kingdom 2012

ISBN 978-92-64-17086-5, Juin 2012, 180 pages
 €75 \$101 £54 ¥10 400
 Disponible en anglais uniquement

ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Nuclear Education and Training: From Concern to Capability

ISBN 978-92-64-17637-9, Avril 2012, 200 pages
 €60 \$84 £54 ¥7 800
 Disponible en anglais uniquement

Thermodynamic Sorption Modeling in Support of Radioactive Waste Disposal Safety Cases: NEA Sorption Project Phase III

ISBN 978-92-64-17781-9, Mai 2012, 153 pages
 €46 \$64 £41 ¥5 900
 Disponible en anglais uniquement

ENVIRONNEMENT

OECD Environmental Performance Reviews: Slovenia 2012

ISBN 978-92-64-16925-8, Juin 2012, 184 pages
 €50 \$70 £45 ¥6 500
 Édition française à paraître

FINANCE ET INVESTISSEMENT

Competitiveness and Private Sector Development: Ukraine 2011: Sector Competitiveness Strategy

ISBN 978-92-64-12878-1, Juin 2012, 192 pages
 €57 \$79 £51 ¥7 400
 Disponible en anglais uniquement

OECD Investment Policy Reviews: Colombia 2012

ISBN 978-92-64-16772-8, Mai 2012, 150 pages
 €35 \$49 £31 ¥4 500
 Disponible en anglais uniquement

Identification and Quantification of the Proceeds of Bribery: Revised edition, February 2012

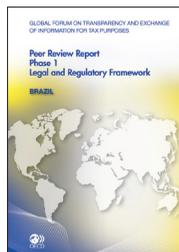
ISBN 978-92-64-17538-9, Avril 2012, 70 pages
 €24 \$33 £21 ¥3 100
 Disponible en anglais uniquement

FISCALITÉ

Model Tax Convention on Income and on Capital 2010: Full Version

Cette version contient le texte complet de la *Model Tax Convention on Income and on Capital* dans sa version du 22 juillet 2010 et remplace l'ancienne version.

ISBN 978-92-64-17517-4, Juillet 2012, 2000 pages
 €325 \$455 £292 ¥42 200
 Disponible en anglais uniquement



Global Forum on Transparency and Exchange of Information for Tax Purposes Peer Reviews

All priced at €36 \$50 £32 ¥4 600

- **Brazil 2012: Phase 1: Legal and Regulatory Framework**
 ISBN 978-92-64-16871-8, Avril 2012, 92 pages
 Disponible en anglais uniquement

- **Chile 2012: Phase 1: Legal and Regulatory Framework**
 ISBN 978-92-64-16873-2, Avril 2012, 76 pages
 Disponible en anglais uniquement
- **Costa Rica 2012: Phase 1: Legal and Regulatory Framework**
 ISBN 978-92-64-16875-6, Avril 2012, 72 pages
 Disponible en anglais uniquement
- **Cyprus 2012: Phase 1: Legal and Regulatory Framework**
 ISBN 978-92-64-16877-0, Avril 2012, 76 pages
 Disponible en anglais uniquement
- **Czech Republic 2012: Phase 1: Legal and Regulatory Framework**
 ISBN 978-92-64-16879-4, Mai 2012, 88 pages
 Disponible en anglais uniquement
- **Guatemala 2012: Phase 1: Legal and Regulatory Framework**
 ISBN 978-92-64-16881-7, Mai 2012, 68 pages
 Disponible en anglais uniquement
- **Republic of Korea 2012: Combined: Phase 1 + Phase 2**
 ISBN 978-92-64-16896-1, Mai 2012, 116 pages
 Disponible en anglais uniquement
- **Malta 2012: Phase 1: Legal and Regulatory Framework**
 ISBN 978-92-64-16883-1, Avril 2012, 84 pages
 Disponible en anglais uniquement
- **Mexico 2012: Phase 1: Legal and Regulatory Framework**
 ISBN 978-92-64-16885-5, Avril 2012, 84 pages
 Disponible en anglais uniquement
- **Saint Vincent and the Grenadines 2012: Phase 1: Legal and Regulatory Framework**
 ISBN 978-92-64-16892-3, Avril 2012, 80 pages
 Disponible en anglais uniquement
- **Slovak Republic 2012: Phase 1: Legal and Regulatory Framework**
 ISBN 978-92-64-16894-7, Avril 2012, 84 pages
 Disponible en anglais uniquement

GOUVERNANCE

Better Regulation in Europe: Italy 2012

ISBN 978-92-64-16996-8, Avril 2012, 132 pages
 €30 \$42 £27 ¥3 900
 Disponible en anglais uniquement

Evaluating Laws and Regulations: The Case of the Chilean Chamber of Deputies

ISBN 978-92-64-17625-6, Juin 2012, 100 pages
€29 \$40 £26 ¥3 700
Disponible en anglais uniquement

Value for Money in Government: Australia 2012

ISBN 978-92-64-17879-3, Juin 2012, 150 pages
€30 \$42 £27 ¥3 900
Disponible en anglais uniquement

OECD Public Governance Reviews: Slovenia Towards a Strategic and Efficient State

ISBN 978-92-64-17325-5, Juillet 2012, 220 pages
€54 \$75 £48 ¥7 000
Disponible en anglais uniquement

INDUSTRIE ET SERVICES



Entrepreneurship at a Glance 2012

ISBN 978-92-64-17309-5, Juin 2012, 136 pages
€45 \$63 £40 ¥5 800
Édition française à paraître

OECD Tourism Trends and Policies 2012

ISBN 978-92-64-17755-0, Juillet 2012, 424 pages
€90 \$126 £81 ¥11 700
Édition française à paraître

Financing SMEs and Entrepreneurs 2012: An OECD Scoreboard

ISBN 978-92-64-02802-9, Mai 2012, 196 pages
€62 \$86 £55 ¥8 000
Édition française à paraître

QUESTIONS SOCIALES – MIGRATIONS – SANTÉ

OECD Reviews of Health Systems: Russian Federation 2012

ISBN 978-92-64-16808-4, Juin 2012, 120 pages
€36 \$50 £32 ¥4 600
Disponible en anglais uniquement

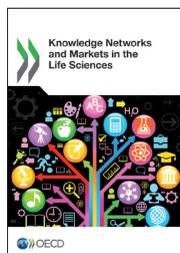
OECD Reviews of Health Care Quality: Korea 2012: Raising Standards

ISBN 978-92-64-17334-7, Mai 2012, 166 pages
€36 \$50 £32 ¥4 600
Disponible en anglais uniquement

SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

OECD Reviews of Innovation Policy: Slovenia 2012

ISBN 978-92-64-16722-3, Mai 2012, 188 pages
€40 \$56 £36 ¥5 200
Disponible en anglais uniquement



Knowledge Networks and Markets in the Life Sciences

ISBN 978-92-64-11937-6, Mai 2012, 128 pages
€30 \$42 £27 ¥3 900
Disponible en anglais uniquement

Meeting Global Challenges through Better Governance: International Co-operation in Science, Technology and Innovation

ISBN 978-92-64-17869-4, Juillet 2012, 244 pages
€60 \$84 £54 ¥7 800
Disponible en anglais uniquement

À PARAÎTRE

- Regards sur l'éducation 2012 : Panorama
- Regards sur l'éducation 2012 : Les indicateurs de l'OCDE
- Electricity and a Climate-Constrained World: Data and Analyses
- Free Movement of Workers and Labour Market Adjustment: Recent Experiences from OECD Countries and the European Union
Disponible en anglais uniquement
- Livestock Diseases: Prevention, Control and compensation Schemes
Disponible en anglais uniquement
- Model Tax Convention on Income and on Capital 2010: Electronic Version (eMTC)
- Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2012
- Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2012
- OECD Integrity Review of Brazil: Managing Risks

for a Cleaner Public Service
Disponible en anglais uniquement

- OECD Reviews of National Policies for Education: Higher Education in the Dominican Republic 2012
Disponible en anglais uniquement
- OECD Reviews of Risk Management Policies: Systemic Financial Risk
Disponible en anglais uniquement
- OECD Territorial Reviews: Brazil 2011
Disponible en anglais uniquement
- OECD Territorial Reviews: Skåne, Sweden 2012
Disponible en anglais uniquement
- Inventaire des lois, politiques et pratiques pour l'intégrité dans les affaires et la lutte contre la corruption dans vingt pays africains
- Initiative conjointe OCDE/BAD pour l'intégrité dans les affaires et la lutte contre la corruption en Afrique
- Évolution des transports 2012
Disponible en anglais uniquement
- Untapped Skills: Realising the Potential of Immigrant Students
Disponible en anglais uniquement
- Working Smarter in Revenue Administration
Disponible en anglais uniquement

Toutes les publications présentées sur ces pages sont disponibles sur www.oecd.org/librairie et www.oecdilibrary.org/fr

La liste des distributeurs des publications de l'OCDE est disponible sur www.oecd.org/publishing/distributors

La liste des établissements abonnés à OECD iLibrary est disponible sur www.oecd.org/publishing/oecdilibrarysubscribers

Former les enseignants



Comment les enseignants peuvent-ils savoir quoi, et *a fortiori* comment enseigner dans un monde en perpétuel changement ? Tel était l'objet du deuxième Sommet international sur

la profession enseignante de New York, qui a réuni en février 2012 des ministres, dirigeants syndicaux et enseignants de 23 des 25 pays dont les systèmes éducatifs sont considérés par le classement du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) comme les plus performants.

Le rapport qui a servi de base aux discussions, *Preparing Teachers and Developing School Leaders for the 21st Century: Lessons from around*

the World, insiste sur trois axes d'action : former les chefs d'établissement ; améliorer les pratiques pédagogiques ; recruter, former et fidéliser des enseignants de qualité.

Les travaux de l'OCDE montrent que les dirigeants d'établissement peuvent avoir un impact sur les performances des écoles et des élèves s'ils jouissent d'une autonomie suffisante, par exemple pour choisir leurs enseignants. Ceux-ci doivent non seulement disposer d'un répertoire varié de stratégies éducatives, mais aussi savoir quand et comment les appliquer, puis maîtriser les nouvelles technologies à des fins pédagogiques, enfin être ouverts à l'innovation.

Dans le même temps, les systèmes éducatifs doivent attirer des enseignants de qualité en leur offrant une rémunération et un statut professionnel compétitifs, ainsi que des

perspectives d'évolution de carrière. Le rapport évoque plusieurs exemples de pratiques réussies dans le monde : programmes de formation des chefs d'établissement en Ontario aux États-Unis, à Singapour et en Écosse ; approches de la formation des enseignants en Finlande, en Australie, au Japon et en Chine ; pratiques de recrutement et de fidélisation des enseignants à Singapour, en Suède et en Angleterre.

OCDE (2012), *Preparing Teachers and Developing School Leaders for the 21st Century: Lessons from around the World*, Paris.

ISBN 9789264174214

Disponible en anglais uniquement

ABONNEZ-VOUS À L'OBSERVATEUR DE L'OCDE

Oui, je souhaite m'abonner pour 4 numéros et le volume *L'Annuel de l'OCDE*.

€ 73
 US\$ 101
 £ 57
 ¥ 9 500

Oui, je souhaite m'abonner pour 8 numéros et deux numéros de *L'Annuel de l'OCDE*, réalisant ainsi 30% d'économies !

€ 101
 US\$ 141
 £ 83
 ¥ 13 900

Commandez vos publications en ligne : www.oecd-ilibrary.org/fr, ou demandez les nouvelles publications qui vous intéressent dans cette section à l'une des adresses ci-dessous.

Nom	
Téléphone	Fax
Adresse	
Code postal, Ville et Pays	

Organisation
Profession
E-mail
Date
Signature

L'abonnement débutera avec le prochain numéro. La version anglaise est envoyée automatiquement aux abonnés sauf indication contraire. - Version française

Pour les États-Unis

Turpin Distribution, The Bleachery, 143 West Street, New Milford, Connecticut 06776 USA
 Tel : (1) 800 456 6323, Fax : (1) 860 350 0039, Email : ocdna@turpin-distribution.com

Pour le reste du monde

Turpin Distribution Services Ltd., Stratton Business Park, Pegasus Drive, Biggleswade, Bedfordshire SG18 8QB, UK
 Tel : (44) 1767 604 960 Fax : (44) 1767 601 640 E-mail : occdrow@turpin-distribution.com

Règlement

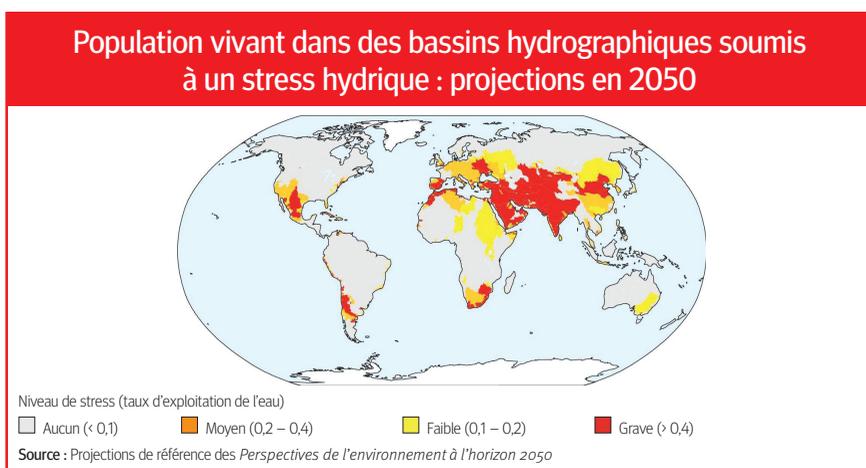
- Chèque/Mandat postal ci-joint (à l'ordre de l'OCDE)
 Carte de crédit VISA/MasterCard/American Express

TOTAL À PAYER	
N° de carte	Date d'expiration

Stress hydrique

« Nous allons manquer d'eau bien plus rapidement que de pétrole », a prévenu le Président de Nestlé, Peter Brabeck-Letmathe, lors du Forum de l'OCDE en mai 2012. Les *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050* suggèrent clairement que les réserves en eau douce s'amenuiseront si aucune action nouvelle n'est entreprise. En 2050, la population vivant dans des bassins hydrographiques soumis à un stress hydrique augmentera d'environ 2,3 milliards d'individus (soit plus de 40 % de la population mondiale) par rapport à aujourd'hui, notamment dans certaines régions d'Afrique et d'Asie. Par ailleurs, la demande globale en eau devrait augmenter d'environ 55 % du fait de l'activité manufacturière (+400 %), de la production d'électricité (+140 %) et de l'usage domestique (+130 %).

En outre, selon le scénario de référence actuel, il y a peu de marge pour accroître le volume des eaux d'irrigation, l'épuisement des nappes phréatiques menaçant l'agriculture et l'approvisionnement des villes. De plus,



l'aggravation de la pollution causée par les eaux usées et l'agriculture sera nuisible à la biodiversité et au bien-être.

Malgré une amélioration de l'accès à l'eau (quoique pas nécessairement potable) d'ici 2050, plus de 240 millions d'individus en resteront privés, et 1,4 milliard de personnes n'auront pas accès à un assainissement de base. Seules des mesures nouvelles

permettront d'améliorer ces perspectives : investissements dans des infrastructures plus écologiques, gestion des réseaux d'égouts et des eaux usées, meilleure gouvernance et tarification de l'eau encourageant une utilisation plus efficace.

OCDE (2012), *Perspectives de l'environnement à l'horizon 2050 : les conséquences de l'inaction*, Paris.

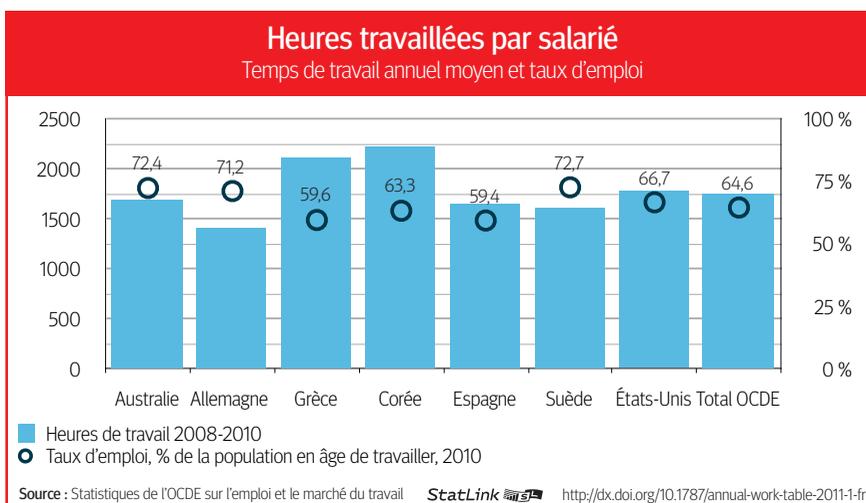
Voir www.oecd.org/eau

Heures productives

« Travailler plus pour gagner plus » préconisait l'ancien Président français Nicolas Sarkozy durant la campagne électorale de 2007. Mais le surplus de travail améliore-t-il la situation économique ? Pas nécessairement.

Prenons l'exemple de la Grèce : le nombre moyen d'heures travaillées figure parmi les plus élevés de la zone OCDE, derrière celui de la Corée (voir le graphique). Ce nombre s'est maintenu depuis le début de la crise, atteignant en moyenne 2 121 heures annuelles par travailleur grec en 2008-2010, contre 1 412 heures annuelles pour un travailleur allemand (et 1 431 en 2005-2007).

Dès lors, pourquoi l'économie grecque ne se porte-t-elle pas mieux que celle de l'Allemagne ? De nombreux facteurs entrent en jeu. Premièrement, le taux d'emploi est plus élevé dans les économies solides (plus de 70 % de la population active en Allemagne et en Suède) qu'en Grèce (60 % depuis



10 ans). De plus, la structure économique compte : certains emplois peu qualifiés du secteur tertiaire (restauration, tourisme) mobilisent une main-d'œuvre importante mais sont moins productifs que les secteurs manufacturiers, où la valeur ajoutée est forte. Or, si la productivité est bien plus faible en Grèce qu'en Allemagne, ce n'est pas le cas

des salaires, qui grèvent la compétitivité de nombreuses entreprises grecques. En bref, une production horaire réelle plus élevée est généralement associée à un nombre d'heures annuel plus faible par travailleur : travailler plus ne suffit pas pour qu'un pays gagne plus.

Voir www.oecd.org/statistiques

			variation par rapport à				niveau		
			la période précédente	l'année précédente			valeur courante	même période année précédente	
	Allemagne	Produit intérieur brut	T1-2012	0,5	1,2	Balance des comptes courants	T1-2012	6,0	6,1
		Production industrielle	T1-2012	0,1	1,9	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	5,5	6,3
		Prix à la consommation	T1-2012	0,7	2,2	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	1,0	1,1
	Australie	Produit intérieur brut	T1-2012	1,3	4,3	Balance des comptes courants	T1-2012	-4,1	-2,9
		Production industrielle	T1-2012	0,8	4,7	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	5,2	5,0
		Prix à la consommation	T1-2012	0,1	1,6	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	4,4	4,9
	Autriche	Produit intérieur brut	T1-2012	0,3	0,7	Balance des comptes courants	T4-2011	1,5	3,0
		Production industrielle	T1-2012	2,0	1,2	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	4,1	4,3
		Prix à la consommation	T1-2012	0,4	2,6	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	1,0	1,1
	Belgique	Produit intérieur brut	T1-2012	0,3	0,5	Balance des comptes courants	T4-2011	-0,9	0,0
		Production industrielle	T1-2011	2,2	10,8	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	7,3	7,1
		Prix à la consommation	T1-2012	1,4	3,6	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	1,0	1,1
	Canada	Produit intérieur brut	T1-2012	0,5	1,8	Balance des comptes courants	T4-2011	-2,4	-2,5
		Production industrielle	T1-2012	-0,1	0,8	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	7,4	7,7
		Prix à la consommation	T1-2012	0,5	2,3	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	1,2	1,2
	Chili	Produit intérieur brut	T1-2012	1,4	4,8	Balance des comptes courants	T3-2011	-3,3	1,3
		Production industrielle	T4-2011	-0,7	1,3	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	6,7	7,4
		Prix à la consommation	T1-2012	0,9	4,1	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	5,0	3,9
	Corée	Produit intérieur brut	T1-2012	0,9	2,9	Balance des comptes courants	T4-2011	4,4	3,0
		Production industrielle	T1-2012	2,2	2,9	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	3,4	3,8
		Prix à la consommation	T1-2012	1,0	3,0	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	3,5	3,1
	Danemark	Produit intérieur brut	T1-2012	0,3	0,4	Balance des comptes courants	T4-2011	5,8	6,1
		Production industrielle	T1-2012	0,2	-0,4	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	7,5	7,5
		Prix à la consommation	T1-2012	1,3	2,8	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	0,8	0,9
	Espagne	Produit intérieur brut	T1-2012	-0,3	-0,4	Balance des comptes courants	T4-2011	-2,4	-3,6
		Production industrielle	T1-2012	-1,1	-5,8	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	23,8	20,7
		Prix à la consommation	T1-2012	-0,6	2,0	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	1,0	1,1
	Estonie	Produit intérieur brut	T1-2012	0,5	2,8	Balance des comptes courants	T4-2011	3,3	3,5
		Production industrielle	T1-2012	1,5	-1,7	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	10,8	13,6
		Prix à la consommation	T1-2012	1,4	4,4	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	1,0	1,1
	États-Unis	Produit intérieur brut	T1-2012	0,5	2,0	Balance des comptes courants	T4-2011	-3,2	-3,0
		Production industrielle	T1-2012	1,3	4,3	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	8,3	9,0
		Prix à la consommation	T1-2012	0,8	2,8	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	0,3	0,3
	Finlande	Produit intérieur brut	T1-2012	0,8	1,7	Balance des comptes courants	T1-2012	1,1	1,1
		Production industrielle	T1-2012	-2,7	-4,1	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	7,6	8,0
		Prix à la consommation	T1-2012	1,1	3,1	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	1,0	1,1
	France	Produit intérieur brut	T1-2012	0,0	0,3	Balance des comptes courants	T1-2012	-2,8	-2,5
		Production industrielle	T1-2012	-0,1	-1,4	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	10,1	9,6
		Prix à la consommation	T1-2012	0,6	2,3	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	1,0	1,1
	Grèce	Produit intérieur brut	T1-2011	0,2	-5,5	Balance des comptes courants		..	..
		Production industrielle	T1-2012	0,4	-8,7	Taux de chômage harmonisé	T4-2011	20,4	14,1
		Prix à la consommation	T1-2012	-0,9	2,0	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	1,0	1,1
	Hongrie	Produit intérieur brut	T1-2012	-1,2	-1,4	Balance des comptes courants	T4-2011	1,3	2,2
		Production industrielle	T1-2012	-0,8	-1,5	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	11,1	10,9
		Prix à la consommation	T1-2012	3,3	5,6	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	8,7	6,6
	Irlande	Produit intérieur brut	T4-2011	-0,2	1,0	Balance des comptes courants	T4-2011	-0,5	1,6
		Production industrielle	T1-2012	-5,1	-3,0	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	14,5	14,2
		Prix à la consommation	T1-2012	0,3	2,2	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	1,0	1,1
	Islande	Produit intérieur brut	T1-2012	2,4	4,2	Balance des comptes courants	T4-2011	-14,9	-17,4
		Production industrielle	T4-2011	-3,9	16,0	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	6,8	7,8
		Prix à la consommation	T1-2012	1,6	6,4	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	4,8	4,0
	Israël	Produit intérieur brut	T1-2012	0,7	3,3	Balance des comptes courants	T4-2011	-1,2	1,1
		Production industrielle	T1-2012	-2,7	-0,2	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	6,9	6,0
		Prix à la consommation	T1-2012	0,1	1,8	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	2,5	2,4
	Italie	Produit intérieur brut	T1-2012	-0,8	-1,4	Balance des comptes courants	T4-2011	-1,7	-3,6
		Production industrielle	T1-2012	-2,0	-5,2	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	9,8	7,9
		Prix à la consommation	T1-2012	0,9	3,3	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	1,0	1,1
	Japon	Produit intérieur brut	T1-2012	1,2	2,7	Balance des comptes courants	T1-2012	1,5	3,0
		Production industrielle	T1-2012	1,2	2,4	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	4,5	4,8
		Prix à la consommation	T1-2012	0,3	0,3	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	0,3	0,3
	Luxembourg	Produit intérieur brut	T4-2011	0,2	0,8	Balance des comptes courants	T4-2011	16,0	4,5
		Production industrielle	T1-2012	2,2	-7,0	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	5,2	4,7
		Prix à la consommation	T1-2012	0,6	2,9	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	1,0	1,1

			variation par rapport à			niveau			
			la période précédente	l'année précédente		valeur courante	même période année précédente		
	Mexique	Produit intérieur brut	T1-2012	1,3	4,7	Balance des comptes courants	T4-2011	-1,2	-1,0
		Production industrielle	T1-2012	1,3	..	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	5,1	5,2
		Prix à la consommation	T1-2012	1,8	3,9	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	4,8	4,9
	Norvège	Produit intérieur brut	T1-2012	1,4	4,1	Balance des comptes courants		..	..
		Production industrielle	T1-2012	2,5	2,7	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	3,2	3,3
		Prix à la consommation	T1-2012	0,5	0,8	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	2,6	2,6
	Nouvelle-Zélande	Produit intérieur brut	T4-2011	0,3	1,1	Balance des comptes courants	T4-2011	-4,0	-5,3
		Production industrielle	T4-2011	-2,1	-0,6	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	6,7	6,6
		Prix à la consommation	T1-2012	0,5	1,6	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	2,7	3,0
	Pays-Bas	Produit intérieur brut	T1-2012	-0,2	-1,1	Balance des comptes courants	T4-2011	12,0	8,4
		Production industrielle	T1-2012	2,2	-0,9	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	5,0	4,3
		Prix à la consommation	T1-2012	0,5	2,4	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	1,0	1,1
	Pologne	Produit intérieur brut	T1-2012	0,8	3,8	Balance des comptes courants	T4-2011	-3,8	-5,2
		Production industrielle	T1-2012	-0,6	6,1	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	9,9	9,4
		Prix à la consommation	T1-2012	1,6	4,0	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	5,0	4,1
	Portugal	Produit intérieur brut	T1-2012	-0,1	-2,2	Balance des comptes courants	T4-2011	-3,1	-8,6
		Production industrielle	T1-2012	0,0	-5,6	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	14,9	12,3
		Prix à la consommation	T1-2012	0,9	3,4	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	1,0	1,1
	République Slovaque	Produit intérieur brut	T1-2012	0,7	3,2	Balance des comptes courants	T4-2011	2,7	-0,9
		Production industrielle	T1-2012	3,1	5,1	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	14,0	13,4
		Prix à la consommation	T1-2012	1,9	3,8	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	1,0	1,1
	République Tchèque	Produit intérieur brut	T1-2012	-0,8	-0,7	Balance des comptes courants	T4-2011	-1,7	-3,5
		Production industrielle	T1-2012	-0,8	0,7	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	6,7	6,9
		Prix à la consommation	T1-2012	2,4	3,7	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	1,2	1,2
	Royaume-Uni	Produit intérieur brut	T1-2012	-0,3	-0,1	Balance des comptes courants	T4-2011	-2,2	-3,8
		Production industrielle	T1-2012	-0,4	-3,0	Taux de chômage harmonisé	T4-2011	8,3	7,7
		Prix à la consommation	T1-2012	0,1	3,5	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	1,1	0,8
	Slovénie	Produit intérieur brut	T1-2012	0,2	-0,8	Balance des comptes courants	T3-2011	-1,0	-0,6
		Production industrielle	T1-2012	1,0	0,2	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	8,7	8,1
		Prix à la consommation	T1-2012	-0,1	2,5	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	1,0	1,1
	Suède	Produit intérieur brut	T1-2012	0,8	1,5	Balance des comptes courants	T4-2011	6,6	7,2
		Production industrielle	T1-2012	-0,7	-2,8	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	7,5	7,7
		Prix à la consommation	T1-2012	-0,2	1,8	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	1,5	1,7
	Suisse	Produit intérieur brut	T1-2012	0,7	2,0	Balance des comptes courants	T4-2011	18,2	14,2
		Production industrielle	T4-2011	1,0	-1,4	Taux de chômage harmonisé	T4-2011	4,0	4,1
		Prix à la consommation	T1-2012	-0,2	-0,9	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	0,1	0,2
	Turquie	Produit intérieur brut	T4-2011	0,6	4,8	Balance des comptes courants	T4-2011	-9,2	-8,5
		Production industrielle	T1-2012	1,1	1,3	Taux de chômage harmonisé	T4-2011	8,3	9,9
		Prix à la consommation	T1-2012	2,0	10,5	Taux d'intérêt à trois mois		..	..
	Zone euro	Produit intérieur brut	T1-2012	0,0	-0,1	Balance des comptes courants		..	..
		Production industrielle	T1-2012	-0,4	-1,6	Taux de chômage harmonisé	T1-2012	10,9	9,9
		Prix à la consommation	T3-2010	..	1,7	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	1,0	1,1
Non membres									
	Afrique du Sud ²	Produit intérieur brut	T1-2012	0,7	2,1	Balance des comptes courants		..	..
		Production industrielle		..	..	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation	T1-2012	1,5	6,3	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	5,5	5,5
	Brésil ²	Produit intérieur brut	T1-2012	0,2	0,7	Balance des comptes courants		..	..
		Production industrielle	T1-2012	1,0	-4,0	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation	T1-2012	1,4	5,8	Taux d'intérêt à trois mois		..	..
	Chine ²	Produit intérieur brut		..	..	Balance des comptes courants		..	..
		Production industrielle		..	..	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation	T1-2012	1,6	3,8	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	5,6	4,6
	Fédération de Russie ¹	Produit intérieur brut	T4-2011	1,9	4,6	Balance des comptes courants	T4-2011	7,1	4,5
		Production industrielle	T1-2012	1,0	2,7	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation	T1-2012	1,4	3,9	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	7,3	4,6
	Inde ²	Produit intérieur brut	T1-2012	1,3	5,7	Balance des comptes courants		..	..
		Production industrielle	T1-2012	1,6	0,5	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation	T1-2012	0,7	7,2	Taux d'intérêt à trois mois		..	..
	Indonésie ²	Produit intérieur brut	T1-2012	1,3	6,3	Balance des comptes courants	T4-2011	-0,5	0,4
		Production industrielle		..	..	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation	T1-2012	1,3	3,7	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2012	6,5	6,9

Produit intérieur brut : Séries en volume ; corrigées des variations saisonnières. **Indicateur avancé** : Indice composite basé sur différents indicateurs de l'activité économique, qui signale les mouvements cycliques de la production industrielle de six à neuf mois en avance. **Indice des prix à la consommation** : Mesure les variations dans le temps des prix de vente au détail d'un panier constant de biens et services. **Balance courante** : Milliards de dollars US ; corrigée des variations saisonnières. **Taux de chômage** : Pourcentage de la population active civile, taux de chômage standardisés ; définitions nationales pour l'Islande, le Mexique et la Turquie ; corrigé des variations saisonnières sauf pour la Turquie. **Taux d'intérêt** : 3 mois.

.. = données non disponibles.

¹Candidat à l'adhésion à l'OCDE

²Programme d'engagement renforcé

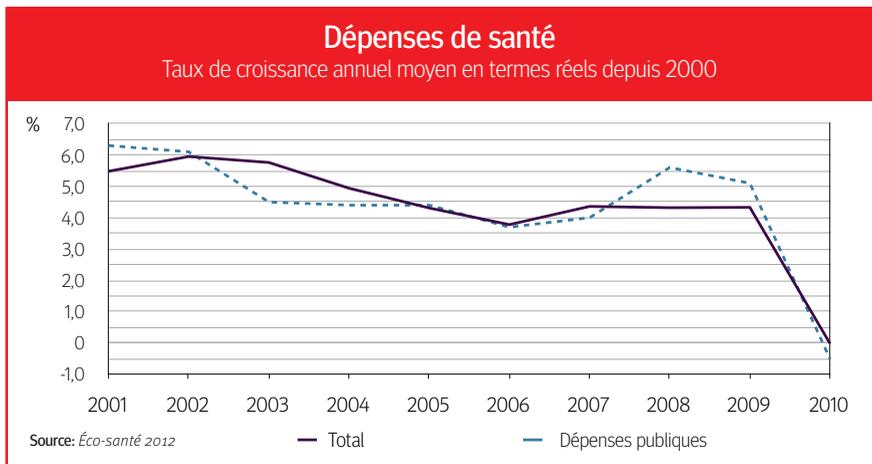
Source : Principaux indicateurs économiques, juin 2012.

Les dépenses de santé ralentissent

Pour la première fois depuis plusieurs décennies, les dépenses de santé n'ont pas augmenté en termes réels dans les pays de l'OCDE, selon *Éco-santé 2012* de l'OCDE. En 2010, la croissance de ces dépenses a enregistré un ralentissement, voire est devenue négative dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE. Depuis le début de la crise en 2008, après des années de croissance continue, les dépenses de santé ont stagné ; les chiffres préliminaires dont on dispose suggèrent que le ralentissement s'est poursuivi en 2011.

Les dépenses de santé ont enregistré une croissance moyenne égale à zéro en 2010, contre 4,3 % en 2009 et 4,8 % entre 2000 et 2008, au moment où elles devançaient le taux de croissance économique et représentaient une part grandissante du PIB.

Si les gouvernements ont souvent maintenu leurs dépenses de santé au même niveau



au début de la récession, y compris dans les pays les plus durement touchés, les coupes budgétaires ont commencé à véritablement prendre effet en 2010. La croissance des dépenses publiques de santé était en moyenne de -0,5 % en 2010, contre 5,1 % en 2009. Plusieurs pays européens ont appliqué des mesures drastiques de réduction des dépenses

publiques, se traduisant par un recul des dépenses globales de santé en 2010. À l'inverse, celles-ci ont progressé de 3 % aux États-Unis, au Canada et en Nouvelle-Zélande, et de plus de 8 % en Corée.

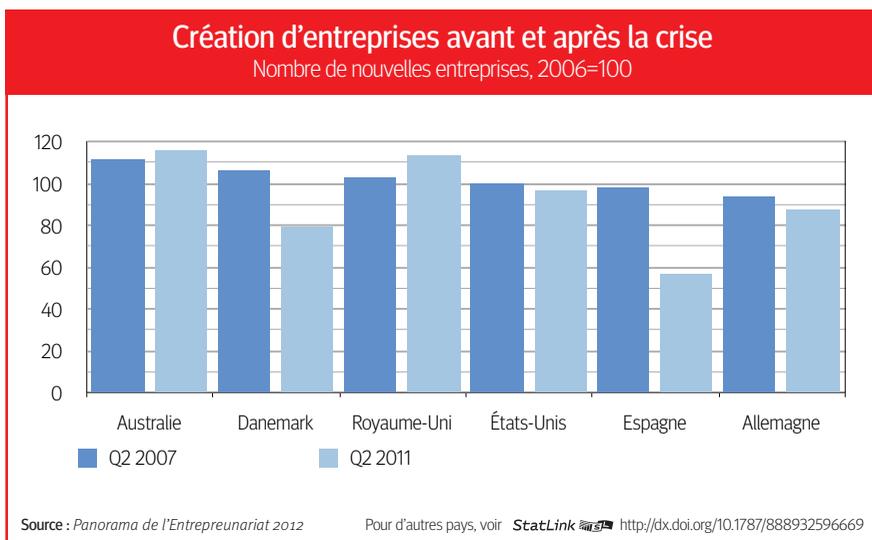
Voir www.oecd.org/sante

Création d'entreprises : la reprise ?

Selon le *Panorama de l'entrepreneuriat 2012*, les taux de création d'entreprises se rapprochent lentement de leurs niveaux d'avant la crise dans la zone OCDE, mais l'accélération n'est pas partout significative.

De nouvelles données relatives aux créations d'entreprises et aux faillites illustrent l'impact considérable de la crise sur l'activité entrepreneuriale. Les créations d'entreprises ont fortement chuté à partir de mi-2008 dans tous les pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données. Le rythme de création est à nouveau retombé début 2011 dans la plupart des pays, mais une tendance à la reprise semble se dessiner.

C'est en France que l'augmentation est la plus spectaculaire, grâce à la mise en place d'une procédure de création simplifiée (régime de l'auto-entrepreneur). L'Australie et le Royaume-Uni ont enregistré une croissance vigoureuse fin 2011, et la Norvège connaît une progression régulière, mais les créations restent moins nombreuses qu'avant la crise



dans la plupart des pays examinés. Après avoir considérablement augmenté dans toute la zone OCDE en 2008-2009, le nombre de procédures de faillite restait en 2011 supérieur aux niveaux d'avant la crise, dans la plupart des pays.

Quel que soit le pays, les hommes ont davantage tendance à diriger des entreprises

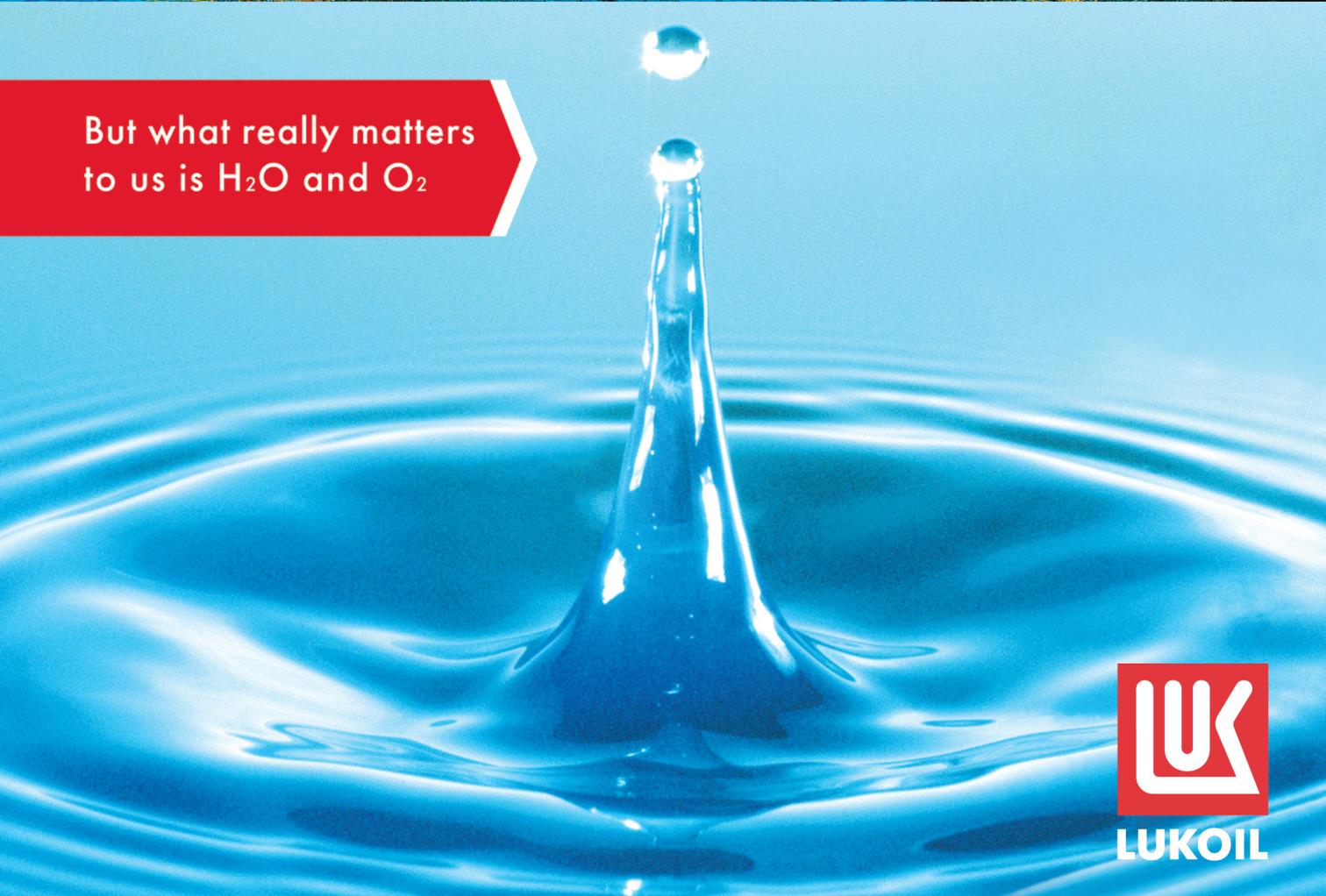
employant des salariés. Environ 2 % des femmes actives sont chefs d'entreprise et ont des employés, un pourcentage plus de deux fois inférieur à celui des hommes.

Voir www.oecd.org/statistics/entrepreneurshipindicators



ISO9001, ISO14001
and OHSAS18001 certified

But what really matters
to us is H₂O and O₂



LUKOIL

RÉSEAUX DE DÉTAIL
BANQUE DE FINANCEMENT & D'INVESTISSEMENT
SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS & ASSURANCES
BANQUE PRIVÉE,
GESTION D'ACTIFS & SERVICES AUX INVESTISSEURS

UNE BANQUE.
33 MILLIONS DE CLIENTS.
LE MÊME ESPRIT D'ÉQUIPE.

BANQUE UNIVERSELLE



DEVELOPPONS ENSEMBLE

L'ESPRIT  SOCIÉTÉ
D'ÉQUIPE GÉNÉRALE